

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1812

19 juillet 2012

SOMMAIRE

ABD Esthetique S.à r.l.	86967	Divot S.à r.l.	86969
Acron Lux Invest S.à r.l.	86968	DREYER RUPPERT REAL ESTATE S.A. Development & Investment	86934
Aerium Capital Management S.A.	86964	EG S.A.	86971
agracontrol s.à r.l.	86963	Eurofoil Luxembourg S.A.	86963
AIR.CA S.A.	86969	Eurofoil Luxembourg S.A.	86954
AIRTECH EUROPE S.à r.l.	86968	Figae Invest S.A.	86930
Alferweiher Invest S.à r.l.	86965	Financière Daunou 14 S.A.	86956
Alpha Diamond S.A.	86966	Financière Daunou 15 S.A.	86956
Anglo American Finance 3	86970	Finland S.A.	86934
Anidris S.A.	86971	Gaïa Consult Sàrl	86967
Argus Fund	86971	Gaïa Consult Sàrl	86963
as you like it	86964	Generations Global Growth	86937
Atoll Portfolio	86972	Green Way Arbitrage	86966
Auctelia	86963	Gutland Mëllech S.A.	86932
AUSY Luxembourg PSF S.A.	86972	Halstead Management Benelux	86975
Azur International S.à r.l.	86973	Harmony Finance S.A.	86976
Bergamaux Finance S.A.	86930	Homeinvest S.A.H.	86933
Bergerat Monnoyeur	86975	LS Management S.A.	86972
Biarritz Holdings	86973	Monteferro Holdings	86961
Blue Wave Co S.A.	86974	Monteferro International S.A.	86961
Blum Audit Conseil Courtage (B.A.C.C. Lux) S.A.	86970	Montinvest International S.A.	86933
Boardriders S.A.	86974	Novelis Luxembourg S.A.	86954
Boston Company S.A.	86973	Ojai Holding S.A.	86933
Brookwood S.à r.l.	86975	Oxford Aviation Academy Luxembourg 2 S.à r.l.	86930
Camping Alferweiher s.à r.l.	86965	Rohstoff Control Fonds	86953
Celox S.A. SPF	86976	Sarasin Multi Label Sicav	86932
Checkfree Solutions S.A.	86962	The Turquoise EM Lux Fund	86953
CP Valentine International S.A. - SPF	86932	Trea SICAV	86931
Dalipse S.A.	86974	Tubalux S.à r.l.	86965
Degroof Global	86931		

Bergamaux Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 132.615.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 7 Août 2012 à 16.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Communication sur la situation financière de la société;
2. Stratégie financière à adopter;
3. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012087277/10/14.

Figae Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 116.788.

Due to lack of quorum to act on the item of the agenda regarding article 100, the Annual General Meeting held exceptionally on May 30, 2012 could not validly act on said item.

The Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on August 20, 2012 at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

- Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the modified Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915.

The shareholders are advised that the resolutions on the above mentioned agenda will be validly passed by a 2/3 majority of the shares present or represented and voting at the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012087980/795/17.

Oxford Aviation Academy Luxembourg 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.399.843,75.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 123.879.

Extrait de la résolution de l'associé unique de la Société en date du 15 mai 2012:

Reconnaissance de la démission des gérants suivants de la Société avec effet au 16 mai 2012:

- Madame Laura Carballo de sa position de gérante de classe B de la Société;
- Monsieur Franck Turner de sa position de gérant de la Société;
- Monsieur Gérard Kenneally de sa position de gérant de classe B de la Société;
- Monsieur Martijn Sinninghe Damste de sa position de gérant de classe A de la Société; et
- Madame Danielle Delnoije de sa position de gérante de classe A de la Société.

Nomination des personnes suivantes pour une période indéterminée avec effet au 16 mai 2012:

- Madame Sylvie Brossard, née le 26 août 1962, à Montréal, Canada, résidant professionnellement au 8585 Chemin de la Côte de Liesse, Saint-Laurent, QC H4T 1G6, Canada, comme gérante de classe A de la Société;
- Monsieur Christophe Maillard, né le 7 mars 1974, à Saint-Quentin, France, résidant professionnellement au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, comme gérant de classe B de la Société; et
- Madame Marjorie Allo, née le 19 novembre 1967, à Paris, France, résidant professionnellement au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, comme gérante de classe B de la Société.

Par conséquent, le conseil de gérance de la Société est maintenant composé comme suit:

- Sylvie Brossard comme gérante de classe A de la Société;
- Christophe Maillard comme gérant de classe B de la Société; et

- Marjorie Allo comme gérante de classe B de la Société;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 30 mai 2012.

Référence de publication: 2012062705/28.

(120088308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2012.

Trea SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 160.815.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held at the registered office on Tuesday *July 31, 2012* at 11.30 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Board of Directors' report
2. Auditors' report
3. Review and approval of the annual accounts as at March 31, 2012
4. Discharge to the Directors
5. Allocation of the result
6. Statutory appointments
7. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the Meeting.

In order to attend the Meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting at the registered office of the Company.

The annual report is available on demand and free of charge at the registered office of the SICAV.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2012081638/755/24.

Degroof Global, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 24.822.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi *31 juillet 2012* à 11.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31/03/2012
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012081633/755/25.

Gutland Mëllech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 89.810.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie en date du 18 juillet 2012 n'ayant pu délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 30 août 2012 à 15h00 au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Mise en liquidation de la société,
- Nomination du liquidateur, Monsieur Pierre SCHILL

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012087981/755/17.

CP Valentine International S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 42.702.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 27 juillet 2012 à 10.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et attribution du résultat au 31 décembre 2011.
3. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012079087/14.

Sarasin Multi Label Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 76.310.

Die Aktionäre der Sarasin Multi Label SICAV werden hiermit eingeladen, an der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

teilzunehmen, die am 27. Juli 2012 um 11.00 Uhr am Sitz der RBC Dexia Investor Services Bank S.A., 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette abgehalten wird.

Folgende Punkte stehen auf der Tagesordnung:

Tagesordnung:

1. Berichte
 - a) des Verwaltungsrats
 - b) der Revisionsgesellschaft
2. Genehmigung der Vermögensaufstellung sowie der Veränderungen des Reinvermögens für den Zeitraum bis zum 31. März 2012
3. Entlastung des Verwaltungsrats für seine Tätigkeit im Geschäftsjahr endend zum 31. März 2012
4. Wahl des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung in 2013
5. Verwendung des Reingewinns
6. Wahl / Bestätigung des Verwaltungsrates
7. Entschädigung eines Mitgliedes des Verwaltungsrates
8. Verschiedenes

Beschlüsse der Versammlung erfordern kein Quorum und werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Luxemburg, im Juli 2012.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2012081899/755/26.

Homeinvest S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 23.771.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement au siège social le *30 juillet 2012* à 15.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration.
2. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.
6. Elections statutaires.
7. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2012081634/802/18.

Ojai Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 117.038.

Messieurs, Mesdames, les actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, le *27 juillet 2012*, à quatorze heures, au siège social, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenu(e) extraordinairement, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Affectation du résultat,
- Questions diverses.

A l'issue de cette assemblée se tiendra une Assemblée Générale Extraordinaire, à l'effet de se prononcer sur la dissolution ou non de la société conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 modifiée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012081641/1161/20.

Montinvest International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 79.761.

Messieurs, Mesdames, les actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoqués, le *27 juillet 2012*, à dix heures, au siège social, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenu(e) extraordinairement, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes des exercices clos les 31 décembre 2010 et 2011, approbation desdits comptes, décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Dotation de la réserve légale; Affectation des résultats,

- Questions diverses.

A l'issue de cette assemblée se tiendra une Assemblée Générale Extraordinaire, à l'effet de se prononcer sur la dissolution ou non de la société conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 modifiée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2012081642/1161/19.

Finland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 85.097.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *30 juillet 2012* à 10.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen du rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2011.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Démission de Mme Virginie DOHOGNE de ses mandats d'administrateur et de présidente du conseil d'administration et décharge.
6. Démission de M. Hugo FROMENT de son mandat d'administrateur et décharge.
7. Nomination de Mme Audrey THONUS, administrateur de sociétés, née à Bastogne (Belgique), le 1^{er} mars 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
8. Nomination de Mme Valérie PECHON, administrateur de sociétés, née à Caracas (Venezuela), le 10 novembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
9. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2012081944/29/26.

DREYER RUPPERT REAL ESTATE S.A. Development & Investment, Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 122.266.

IM JAHR ZWEITAUSEND ZWÖLF, DEN EINUNDZWANZIGSTEN JUNI.

Vor uns, Maître Cosita DELVAUX, Notar mit Amtssitz zu Redingen-an-der-Attert.

Versammelten sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung die Aktionäre der Aktiengesellschaft DREYER RUPPERT REAL ESTATE S.A. DEVELOPMENT & INVESTMENT, mit Sitz in L-1610 Luxembourg, avenue de la Gare 42-44, eingeschrieben im Handels- und Firmenregister Luxemburg unter der Nummer B 122.266, gegründet laut notarieller Urkunde vom 28. November 2006, aufgenommen durch Maître Thomas METZLER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg-Bonneweg, veröffentlicht im Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C, Nummer 115 vom 5. Februar 2007, deren Satzung zuletzt abgeändert wurde laut notarieller Urkunde vom 20. Oktober 2011, aufgenommen durch Maître Thomas METZLER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg-Bonneweg veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, Nummer 3085 vom 15. Dezember 2011.

Die Versammlung wurde eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Charles RUPPERT, wohnhaft in Niederdonven 5433.

Der Vorsitzende bestellt zum Sekretär Herrn Jean Roland DIDIER, wohnhaft in Strassen, 18, rue des Violettes.

Die Versammlung ernennt zum Stimmzähler Herrn Nico AREND, wohnhaft 72, boulevard Prince Felix, L-1513 Luxembourg.

Sodann stellt der Vorsitzende fest und ersucht den amtierenden Notar zu beurkunden:

I. Dass die Tagesordnung folgende Punkte begreift:

1. Genehmigung der Tagesordnung.

2. Abänderung der Koordinierten Statuten:

2.1. Artikel 4, Abänderung des Artikel 4 durch Einfügung eines Paragraphen nach Absatz 3 mit folgendem Wortlaut:

„Die Gesellschaft kann in jedweder Form leihen über Kreditaufnahme bei Banken oder über Aktionärsvorschüsse und Anleihen, wandelbare Anleihen und Schuldverschreibungen ausgeben um ihren Gesellschaftszweck zu erfüllen und Pro-

jekte in dem Zusammenhang finanzieren. Die Gesellschaft kann den Gesellschaften, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist oder Gesellschaften, die derselben Gesellschaftsgruppe wie die Gesellschaft angehören, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.“

2.2. Artikel 5, fünfter Absatz: der aktuelle Wortlaut „das genehmigte Kapital wird für die nachstehend aufgeführte Dauer, auf EUR 300.000 (dreihunderttausend Euro) festgesetzt, eingeteilt in 30.000 (dreißig tausend) Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 10 (zehn Euro)“ ist zu ersetzen durch:

„Das genehmigte Kapital wird für die nachstehend aufgeführte Dauer, auf EUR 1.000.000 (eine Million Euro) festgesetzt, eingeteilt in 100.000 (einhunderttausend Euro) Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 10 (zehn Euro).“

2.3. Artikel 5, siebter Absatz: „... während einer Dauer von fünf Jahren, beginnend am Tag der Veröffentlichung der Gründungsurkunde im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, das gezeichnete Gesellschaftskapital ganz oder Teilweise im Rahmen des genehmigten Kapitals zu erhöhen ...“

Neue Dauer von fünf Jahren, beginnend am Tag der jetzigen Außerordentlichen Hauptversammlung.

2.4. „Artikel 8: Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden einstimmig getroffen“ ist zu ersetzen durch „Artikel 8: Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einer Zwei Drittel Stimmenmehrheit aller Verwaltungsratsmitglieder getroffen. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.“

2.5. Artikel 12: der aktuelle Wortlaut ist zu ersetzen durch „Die Gesellschaft wird nach Außen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes der die Handelsgenehmigung erhalten hat, zusammen mit einem anderen Verwaltungsratsmitglied.“

2.6. Artikel 15: „Die jährliche Generalversammlung ... am ersten Montag des Monats April um 11.00 Uhr“ ist zu ersetzen durch „Die jährliche Generalversammlung ... am dritten Dienstag des Monats April um 11.00 Uhr.“

2.7. Artikel 17: Beifügung, folgenden Satzes „Die Generalversammlung ist beschlussfähig bei Anwesenheit oder Vertretung von mindestens der Hälfte aller Aktien der Gesellschaft und nimmt ihre Beschlüsse mit einer Mehrheit von zwei Drittel der gesamten Aktien der Gesellschaft.“

3. Verschiedenes.

II. Der Vorsitzende erstellt die Präsenzliste der anwesenden beziehungsweise vertretenen Aktionäre und prüft die unter Privatschrift erteilten Vollmachten der vertretenen Aktionäre.

Die als richtig bestätigte Präsenzliste, letztere von den anwesenden Personen und dem amtierenden Notar „ne varier“ unterzeichnet, bleibt der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

III. Dass gemäss vorerwähnter Präsenzliste das gesamte Gesellschaftskapital rechtsgültig hier vertreten ist, und dass demzufolge die gegenwärtige außerordentliche Generalversammlung über die vorliegende Tagesordnung beraten und beschließen kann, ohne förmliche Einberufung.

Sodann stellt die Generalversammlung fest, dass sie so rechtsgültig tagt, sie erklärt sich mit der Ausführung des Vorsitzenden einverstanden, schreitet zur Tagesordnung und fasst nach Beratung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt einstimmig den Artikel 4 abzuändern um diesem folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 4.** Gegenstand der Gesellschaft sind Planungen und Beratungen in den Bereichen Hochbau, Industrie und Infrastruktur, der Erwerb, das Halten, die Entwicklung und die Veräußerung von Immobilien und von Beteiligungen an Immobilien-Gesellschaften, die Vermittlung von und der Nachweis der Gelegenheit zum Abschluss von Verträgen über Grundstücke, Wohn- und Gewerberaum und Finanzierung sowie die Erbringung von Beratungs- und Dienstleistungen im Zusammenhang mit Immobilien.

Die Gesellschaft hat auch zum Zweck, alle Operationen, welche direkt oder indirekt zum Erwerb führen von Beteiligungen unter irgendwelcher Form an irgendwelchen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Führung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Sie kann ihre Aktiva verwenden für die Schaffung, Verwaltung, Entwicklung, Verwertung und Liquidation eines Portfolios, das sich aus allen Arten von Wertpapieren und Patenten zusammensetzt, sich beteiligen an der Gründung, Entwicklung und Kontrolle jedweden Unternehmens, sowie zum Erwerb von Wertpapieren und Patenten durch Einlagen, Zeichnung, Festübernahme, Kaufoption oder auf jede andere Art und Weise. Die Gesellschaft kann diese Wertpapiere durch Verkauf, Übertragung, Austausch oder sonst wie realisieren, diese Wertpapiere und Patente auswerten, den Unternehmen, an denen sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse oder Garantien gewähren.

Die Gesellschaft kann in jedweder Form leihen über Kreditaufnahme bei Banken oder über Aktionärsvorschüsse und Anleihen, wandelbare Anleihen und Schuldverschreibungen ausgeben um ihren Gesellschaftszweck zu erfüllen und Projekte in dem Zusammenhang finanzieren. Die Gesellschaft kann den Gesellschaften, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist oder Gesellschaften, die derselben Gesellschaftsgruppe wie die Gesellschaft angehören, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.“

Die Gesellschaft wird alle Maßnahmen zur Wahrung ihrer Rechte ergreifen und jede Art von Geschäften abschließen, die mit ihrem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt verbunden sind oder diesen fördern.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt mit 80% den Artikel 5 abzuändern um diesem folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 5.** Das gezeichnete Gesellschaftskapital beträgt EUR 32.000,- (zweiunddreißigtausend Euro) eingeteilt in 3.200 (dreitausendzweihundert) Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 10,- (zehn Euro).

Die Aktien lauten auf den Namen.

Im Falle wo ein oder mehrere Aktionäre ihre Aktien abtreten möchten, haben die verbleibenden Aktionäre ihren Anteilen an der Gesellschaft entsprechend ein Vorkaufsrecht. Sollten ein oder mehrere Aktionäre ihr Vorkaufsrecht nicht ausüben, so überträgt sich dieses Recht an die anderen Aktionäre. Das Vorkaufsrecht muss binnen einem Monat nach diesbezüglicher Information durch Einschreibebrief über die Bedingungen des Verkaufs ebenfalls durch Einschreibebrief ausgeübt werden, ansonsten es von Rechtswegen verfällt. Sollte nach dem Verfall kein Verkauf an einen Dritten zu denselben Bedingungen binnen drei Monaten stattfinden, wird obiges Vorkaufsrecht automatisch wieder rechtswirksam.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das genehmigte Kapital wird, für die nachstehend aufgeführte Dauer, auf EUR 1.000.000,- (eine Million Euro) festgesetzt, eingeteilt in 100.000 (hunderttausend) Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 10,- (zehn Euro).

Grundsätzlich gilt soweit Gesellschafter

Das genehmigte und das gezeichnete Gesellschaftskapital können erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Des weiteren ist der Verwaltungsrat ermächtigt, während einer Dauer von fünf Jahren, beginnend am Tag der jetzigen Ausserordentlichen Hauptversammlung, das gezeichnete Gesellschaftskapital ganz oder teilweise im Rahmen des genehmigten Kapitals zu erhöhen, durch Ausgabe von neuen Aktien. Diese Kapitalerhöhungen können durch Zeichnung, mit oder ohne Emissionsprämie durchgeführt werden mittels Einzahlung durch Bareinlagen, Sacheinlagen oder durch Umwandlung von unbestrittenen, bestimmten und unverzüglich forderbaren Guthaben bei der Gesellschaft, oder auch durch Umwandlung von nicht verteilten Gewinnen, Reserven oder Emissionsprämien, oder von Obligationen wie nachstehend erwähnt.

Grundsätzlich gilt soweit Gesellschafterdarlehen bestehen oder Aktionsvorschüsse bestehen, dass diese vorrangig in gezeichnetes Kapital gewandelt werden.

Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Prokurist oder jede andere ordnungsgemäß bevollmächtigte Person beauftragen, die Zeichnungen der neu auszugebenden Aktien und die Zahlung für die Aktien, welche die ganze oder teilweise Kapitalerhöhung darstellen, entgegenzunehmen.

Nach jeder durch den Verwaltungsrat durchgeführten und rechtmäßig beurkundeten Kapitalerhöhung ist dieser Artikel automatisch anzupassen.

Der Verwaltungsrat ist außerdem ermächtigt Anleihen auszugeben, sei es in Form einfacher Anleihen, von Optionsanleihen oder von Wandelanleihen, sei es in Form von Inhaberoobligationen oder in anderer Form, unter welcher Bezeichnung auch immer und zahlbar in jeder Währung, jedoch mit der Maßgabe, dass die Ausgabe von Wandelobligationen oder Optionsanleihen nur im Rahmen des oben genannten genehmigten Kapitals sowie in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften über die Schaffung eines genehmigten Kapitals und insbesondere des Artikels 32-4 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfolgen kann.

Der Verwaltungsrat bestimmt die Art, den Preis, den Zinssatz, die Ausgabe- und Rückzahlungsbedingungen, sowie alle anderen Bedingungen im Zusammenhang mit dieser Ausgabe.

Ein Register bezüglich der auf den Namen laufenden Schuldverschreibungen wird am Gesellschaftssitz geführt.“

20% stimmen formell dagegen und behalten sich jedwedes Recht vor.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt mit 80% den Artikel 8 der Satzungen wie folgt abzuändern:

„ **Art. 8.** Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einer Zwei Drittel Stimmenmehrheit aller Verwaltungsratsmitglieder getroffen.“

20% stimmen formell dagegen weil es gegen vorherige Vereinbarung (siehe Umänderung der Statuten 2011) verstößt und behält sich sämtliche Rechte vor.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt mit 80% den Artikel 12 der Satzungen wie folgt abzuändern:

„ **Art. 12.** Die Gesellschaft wird nach Außen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes der die Handelsgenehmigung erhalten hat, zusammen mit einem anderen Verwaltungsratsmitglied.“

20% stimmen formell dagegen und behalten sich jedwede Rechte vor.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt einstimmig den Artikel 15 abzuändern um diesem folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 15.** Die jährliche Generalversammlung tritt in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am dritten Dienstag des Monats April jeden Jahres um 11.00 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Arbeitstag statt.“

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Artikel 17 nicht abzuändern.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt Euro ein Tausend vier hundert (EUR 1.400,-) veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen am Datum wie eingangs erwähnt in Luxemburg.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, haben diese mit dem Notar vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: C. RUPPERT, J. DIDIER, N. AREND, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 22 juin 2012. Relation: RED/2012/841. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 24 avril 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012080206/156.

(120113456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 2012.

Generations Global Growth, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 132.777.

Im Jahre zweitausendundzwölf, am siebenundzwanzigsten Juni.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg,

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable») "GENERATIONS GLOBAL GROWTH", mit Sitz in L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 132777, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars vom 11. Oktober 2007, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 2561 vom 10. November 2007.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Vera Augsdörfer, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Luxembourg-Strassen, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zum Protokollführer Herrn Marcus Schmidt, Bankangestellter, beruflich wohnhaft in Luxembourg-Strassen.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Ursula BERG, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Luxembourg-Strassen.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Sammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste und gegebenenfalls die Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde beigefügt um mit derselben registriert zu werden.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladungen mit der hiernach angegebenen Tagesordnung veröffentlicht:

- im Mémorial C, vom 8. Juni 2012 und vom 18. Juni 2012
- in der Tageszeitung "Tageblatt" vom 8. Juni 2012 und vom 18. Juni 2012

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Restrukturierung der Satzung der SICAV zum 1. Juli 2012 (Anpassung an die Dokumente der IPConcept Fund Management S.A.).

Ein Entwurf der Satzung ist am Sitz der IPCConcept Fund Management S.A. bzw. DZ PRIVATBANK S.A. erhältlich.

2. Verlegung des Gesellschaftssitzes der SICAV von 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach zum Sitz der neuen Verwaltungsgesellschaft 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen

3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder

4. Wahl eines neuen Verwaltungsrates

5. Verschiedenes

VI.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass die 825.250 sich im Umlauf befindenden Aktien in gegenwärtiger Versammlung vertreten sind, so dass diese ordnungsgemäß zusammengesetzt ist und rechtsgültig über die Punkte der Tagesordnung beraten kann.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss:

Die Generalversammlung beschliesst die Restrukturierung der Satzung der SICAV zum 1. Juli 2012. (Anpassung an die Dokumente der IPCConcept Fund Management S.A.).

Die Satzung erhält somit zum 1. Juli 2012 folgende Fassung:

I. Name, Sitz und Zweck der Investmentgesellschaft

Art. 1. Name. Zwischen den erschienen Parteien und allen, die Eigentümer von später ausgegebenen Aktien werden, wurde am 11. Oktober 2007 eine Investmentgesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft als „Société d'investissement à capital variable“, unter dem Namen Generations Global Growth („Investmentgesellschaft“) gegründet. Die Investmentgesellschaft ist eine Umbrella-Konstruktion, die mehrere Teilfonds („Teilfonds“) umfassen kann.

Art. 2. Sitz. Gesellschaftssitz ist Luxemburg-Strassen, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft („Verwaltungsrat“) kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde Strassen verlegt werden und können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg sowie im Ausland gegründet oder eröffnet werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, militärischen oder anderen Notfalls von höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Investmentgesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsrat durch einen einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die Luxemburger Staatszugehörigkeit jedoch beibehalten.

Art. 3. Zweck.

1. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010“) mit dem Ziel einer angemessenen Wertentwicklung zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.

2. Die Investmentgesellschaft kann unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) („Gesetz vom 10. August 1915“) festgelegten Bestimmungen, alle Maßnahmen treffen, die ihrem Zweck dienen oder nützlich sind.

Art. 4. Allgemeine Anlagegrundsätze und -Beschränkungen. Ziel der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung. Die teilfondsspezifische Anlagepolitik wird für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt beschrieben.

Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nur solche Vermögenswerte erworben und verkauft werden, deren Preis den Bewertungskriterien von Artikel 14 dieser Satzung entspricht.

Zum Erreichen des Hauptzieles der Anlagepolitik wird das Netto-Teilfondsvermögen zu mehr als 90% des Netto-Teilfondsvermögens in die im Folgenden aufgezählten Vermögensgegenstände investiert: notierte und nicht notierte Wertpapiere, Derivate, Bankguthaben, Edelmetalle, Unternehmensbeteiligungen und Investmentvermögen (Zielfonds).

Es dürfen für den jeweiligen Teilfonds Anteile an Investmentvermögen nach § 2 Abs. 4 Nr. 7 InvG sowie Anteile an entsprechenden ausländischen Investmentvermögen nach § 2 Abs. 9 InvG erworben werden.

Der Begriff der Wertpapiere umfasst unter anderem Aktien, Renten, Geldmarktinstrumente, Zertifikate und andere strukturierte Produkte (z.B. Aktienanleihen, Optionsanleihen, Wandelanleihen).

Der Einsatz abgeleiteter Finanzinstrumente („Derivate“) ist zur Erreichung der vorgenannten Anlageziele sowohl zu Anlage- als auch Absicherungszwecken vorgesehen. Er umfasst neben den Optionsrechten u.a. Swaps und Terminkontrakte auf Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Finanzindizes im Sinne des Artikels 9 Abs. 1 der Richtlinie 2007/16/EG, Zinssätze, Wechselkurse, Währungen und Investmentfonds gemäß § 50 deutschen Investmentgesetz („InvG“) sowie auf andere Underlyings.

Der Einsatz anderer Derivate, welche nicht § 51 Absatz 1 des deutschen Investmentgesetzes entsprechen, darf 30% des Fondsvermögens nicht übersteigen.

Der Erwerb von Edelmetallen, sowie von anderen Derivaten darf 30% des Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigen.

Für den jeweiligen Teilfonds dürfen keine unverbrieften Darlehensforderungen erworben werden.

Die vom Teilfonds in physischer Form erworbenen Edelmetalle werden im Tresor der Depotbank bzw. im Tresor des Unterverwahrers der Depotbank verwahrt. Die Verwahrung der vom Teilfonds physisch erworbenen Edelmetalle erfolgt in zugeordneter ("allocated") Form. Die gehaltenen Barren können eindeutig identifiziert und dem Teilfonds "zugeordnet" werden. Sie befinden sich im wirtschaftlichen Eigentum des Fonds. Edelmetalle in einem Depot gehören nicht zum Vermögen der Depotbank bzw. deren Unterverwahrer und sind somit im Falle des Konkurses des Verwahrers bzw. dessen Unterverwahrers geschützt. Zugeordnete Edelmetalle werden nicht verliehen und sind nicht mit irgendwelchen Derivaten verbunden.

Unternehmensbeteiligungen können bis zu einer Grenze von 20% des Netto-Teilfondsvermögens erworben werden.

Unternehmensbeteiligungen dürfen nur erworben werden, sofern der Verkehrswert der Beteiligungen ermittelt werden kann.

Investitionen können in andere als die oben aufgeführten Vermögensgegenstände angelegt werden, wenn sie sich auf eine Höhe von unter 10% des Netto-Teilfondsvermögens beschränken. Davon erfasst wird unter anderem der Erwerb von:

- a) Private Equity Fonds und Venture Capital Fonds;
- b) nicht richtlinienkonforme, regulierte Rohstofffonds;
- c) Dach-Hedgefonds.

Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen darf jeweils nicht mehr als 30% des Wertes des Netto-Teilfondsvermögens in flüssige Mittel, Sichteinlagen und kündbare Einlagen bei einer Einrichtung anlegen. Die Bankguthaben sind nicht durch eine Einrichtung zur Sicherung der Einlagen geschützt.

Die folgenden allgemeinen Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten für sämtliche Teilfonds, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt enthalten sind.

Das jeweilige Teilfondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung und nach den in diesem Artikel nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen angelegt.

1. Anlagebeschränkungen

1.1 Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.

1.2 Jeder Teilfonds kann grundsätzlich nicht:

a) mehr als 20 % seiner Netto-Aktiva in Wertpapiere anlegen, die nicht zum Handel an einer Wertpapierbörse zugelassen sind oder auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist,

b) mehr als 20 % der verbrieften Rechte derselben Art ein und desselben Emittenten erwerben,

c) mehr als 20 % seiner Netto-Aktiva in verbriefte Rechte ein und desselben Emittenten anlegen.

d) Darüber hinaus darf durch das Kontrahentenrisiko des Fonds, welches sich aus derivativen Geschäften ergibt, zu keinem Zeitpunkt in Bezug auf eine einzelne Gegenpartei 20% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens überschritten werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um eines der in Artikel 41 Absatz (1) Buchstabe f) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 genannten Finanzinstitute handelt. In allen anderen Fällen liegt die Grenze bei 10% seines Vermögens.

Die in den vorstehenden Punkten a), b) und c) aufgeführten Beschränkungen sind nicht anwendbar auf Anlagen in Titeln, die von einem Mitgliedstaat der OECD oder seinen öffentlichen Gebietskörperschaften oder supranationalen Institutionen und Organisationen mit gemeinschaftlichem, regionalem oder weltweitem Charakter ausgegeben oder besichert werden. In jedem Fall müssen die im Fondsvermögen enthaltenen Wertpapiere aus mindestens sechs verschiedenen Emissionen stammen, wobei der Wert der Wertpapiere, die aus ein und derselben Emission stammen, 30% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten darf.

Die in den vorstehenden Punkten a), b) und c) aufgeführten Beschränkungen sind nicht auf verbriefte Rechte anwendbar, welche von Zielfonds begeben werden (Investmentfondsanteile der Zielfonds), wenn diese Zielfonds Risikostreuungsregeln unterworfen sind, welche denen nach Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 vergleichbar sind und wenn diese Zielfonds in ihrem Ursprungsland einer ständigen Aufsicht unterliegen, die durch eine Aufsichtsbehörde ausgeübt wird und die durch ein den Anlegerschutz bezweckendes Gesetz vorgesehen ist, d.h. Zielfonds mit Sitz in einem OECD Mitgliedstaat, Guernsey, Jersey, Liechtenstein, Singapur, Hong Kong.

Jeder Teilfonds eines Zielfonds mit mehreren Teilfonds ist als eigenständiger Zielfonds anzusehen, unter der Bedingung, dass diese Teilfonds Dritten gegenüber nicht gesamtschuldnerisch für Verpflichtungen der verschiedenen Teilfonds haften.

Generell kann es bei dem Erwerb von Anteilen an Zielfonds zur Erhebung einer Verwaltungsvergütung auf Ebene des Zielfonds kommen. Der Fonds wird daher nicht in Zielfonds anlegen, die einer Verwaltungsvergütung von mehr als 3%

unterliegen. Der Jahresbericht des Fonds wird betreffend den jeweiligen Teilfonds Informationen enthalten, wie hoch der Anteil der Verwaltungsvergütung maximal ist, welche der Teilfonds sowie die Zielfonds zu tragen haben.

Ein Teilfonds eines Umbrellafonds kann in andere Teilfonds desselben Umbrellafonds investieren. Zusätzlich zu den bereits genannten Bedingungen für Investitionen in Zielfonds gelten bei einer Investition in Zielfonds, die gleichzeitig Teilfonds desselben Umbrellafonds sind, die folgenden Bedingungen:

- Zirkelinvestitionen sind nicht erlaubt. Das heißt, der Zielfonds kann seinerseits nicht in den Teilfonds desselben Umbrellafonds investieren, der seinerseits in den Zielfonds investiert ist,

- Die Teilfonds eines Umbrellafonds, die von einem anderen Teilfonds desselben Umbrellafonds erworben werden sollen, gemäß ihrem Verwaltungsreglement bzw. ihrer Satzung insgesamt höchstens 10% ihres Sondervermögens in Anteilen anderer Zielfonds desselben Umbrellafonds anlegen dürfen,

- Stimmrechte aus dem Halten von Anteilen von Zielfonds, die gleichzeitig Teilfonds desselben Umbrellafonds sind, sind solange diese Anteile von einem Teilfonds desselben Umbrellafonds gehalten werden, ausgesetzt. Eine angemessene buchhalterische Erfassung in der Rechnungslegung und den periodischen Berichten bleibt von der Regelung unberührt,

- Solange ein Teilfonds Anteile eines anderen Teilfonds desselben Umbrellafonds hält, werden die Anteile des Zielfonds bei der Nettoinventarwertberechnung nicht berücksichtigt, soweit die Berechnung zur Feststellung des Erreichens des gesetzlichen Mindestkapitals des Umbrellafonds dient und

Erwirbt ein Teilfonds Anteile eines anderen Teilfonds desselben Umbrellafonds, darf es nicht zu einer Verdopplung von Verwaltungs-, Zeichnungs- oder Rücknahmegebühren auf der Ebene des Teilfonds kommen, der in den Zielfonds desselben Umbrellafonds investiert hat.

2. Derivative Finanzinstrumente und sonstige Techniken

Jeder Teilfonds kann die nachfolgend beschriebenen derivativen Finanzinstrumente sowie Techniken nutzen:

Die derivativen Finanzinstrumente können insbesondere Optionen, Terminkontrakte auf Finanzinstrumente sowie Optionen auf solche Verträge und OTC-Swap-Verträge auf alle Arten von Finanzinstrumenten umfassen. Darüber hinaus kann jeder Teilfonds Techniken in Form von Wertpapierleihgeschäften, Geschäften unter Rückkaufvorbehalt sowie Pensionsgeschäften einsetzen. Die derivativen Finanzinstrumente müssen auf einem geregelten Markt gehandelt werden oder auf OTC-Basis mit Kreditinstituten erster Ordnung eingegangen werden, die auf diese Art von Geschäft spezialisiert sind.

a) Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen darf im Rahmen der Bedingungen und Einschränkungen, wie sie von der Luxemburger Aufsichtsbehörde vorgegeben werden, Techniken und Instrumente, die Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und sonstige Basiswerte zum Gegenstand haben, verwenden, sofern diese Verwendung im Hinblick auf eine effiziente Verwaltung des jeweiligen Teilfondsvermögens erfolgt.

Darüber hinaus ist es dem jeweiligen Netto-Teilfondsvermögen nicht gestattet, bei der Verwendung von Techniken und Instrumenten von den im Verkaufsprospekt (nebst Anhang) und der Satzung der Investmentgesellschaft festgelegten Anlagezielen abzuweichen.

b) Die Investmentgesellschaft hat sicherzustellen, dass das mit Derivaten verbundene Gesamtrisiko den Gesamtnetwert ihrer Portfolios nicht überschreitet.

Das Gesamtrisiko des Fonds kann sich folglich durch Inanspruchnahme derivativer Finanzinstrumente maximal verdoppeln und ist somit auf 200% des Netto-Fondsvermögens begrenzt. Die Verwaltungsgesellschaft verwendet ein Risikomanagement-Verfahren, welches den aufsichtsrechtlichen Anforderung in Luxemburg Rechnung trägt und es ihr erlaubt, das mit den Anlagepositionen verbundene Risiko sowie ihren jeweiligen Anteil am Gesamtrisiko des Anlageportfolios jederzeit zu überwachen und zu messen. Der Fonds darf als Teil seiner Anlagepolitik und im Rahmen der Grenzen dieses Absatzes Anlagen in Derivate tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen von Artikel 4 Punkt 1.2 Buchstabe c) der Satzung nicht überschreitet. Investiert der Fonds in indexbasierte Derivate, so werden diese Anlagen bei den Anlagegrenzen von Artikel 4 Punkt 1.2 Buchstabe c) der Satzung nicht berücksichtigt. Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder ein Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Vorschriften dieses Absatzes mitberücksichtigt werden.

3. Pensionsgeschäfte

Die Investmentgesellschaft kann sich für den jeweiligen Teilfonds an Pensionsgeschäften beteiligen, die in Käufen und Verkäufen von Wertpapieren bestehen, bei denen die Vereinbarungen dem Käufer das Recht oder die Pflicht einräumen, die verkauften Wertpapiere vom Erwerber zu einem Preis und innerhalb einer Frist zurückzukaufen, die zwischen den beiden Parteien bei Vertragsabschluss vereinbart wurde.

Die Investmentgesellschaft kann bei Pensionsgeschäften entweder als Käufer oder als Verkäufer auftreten. Eine Beteiligung an solchen Geschäften unterliegt jedoch folgenden Richtlinien:

a) Wertpapiere über ein Pensionsgeschäft dürfen nur gekauft oder verkauft werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um ein Finanzinstitut erster Ordnung handelt, das sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert hat.

b) Während der Laufzeit eines Pensionsgeschäfts dürfen die vertragsgegenständlichen Wertpapiere vor Ausübung des Rechts auf den Rückkauf dieser Wertpapiere oder vor Ablauf der Rückkauffrist nicht veräußert werden.

Es muss zusätzlich sichergestellt werden, dass der Umfang der Verpflichtungen bei Pensionsgeschäften so gestaltet ist, dass die Investmentgesellschaft für den betreffenden Teilfonds ihren Verpflichtungen zur Rücknahme von Aktien jederzeit nachkommen kann.

Die Investmentgesellschaft kann geeignete Dispositionen treffen und mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen aufnehmen, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Aktien vertrieben werden sollen.

4. Kredite- und Belastungsverbote

Jeder Teilfonds kann für Anlagezwecke fortlaufend bei Kreditinstituten erster Ordnung, die auf diese Art Geschäft spezialisiert, Kredite aufnehmen.

a) Die zum jeweiligen Teilfondsvermögen gehörenden Vermögensgegenstände dürfen nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Lit. b) oder um Sicherheitsleistungen zur Erfüllung von Einschuss- oder Nachschussverpflichtungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.

b) Kredite zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen bis zu einer Höhe von 25% des jeweiligen Teilfondsvermögens und wenn die Bedingungen der Kreditaufnahme marktüblich sind aufgenommen werden. Die Kreditaufnahme bedarf der Zustimmung der Depotbank zu den Darlehensbedingungen.

c) Zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden,

5. Flüssige Mittel

Der jeweilige Teilfonds kann grundsätzlich daneben flüssige Mittel in Form von Anlagekonten (Kontokorrentkonten) und Tagesgeld halten.

6. Überschreiten der Anlagegrenzen auf andere Weise als durch Anlageentscheidungen

Wenn die vorstehenden bzw. teilfondsspezifischen prozentualen Beschränkungen aus anderen Gründen als aus Anlageentscheidungen (Marktbewegungen, Rückkäufe) überschritten werden, muss es vornehmliches Ziel der/des jeweiligen Teilfonds sein, diese Situation unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre zu beseitigen.

II. Dauer, Verschmelzung und Liquidation der Investmentgesellschaft

Art. 5. Dauer der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 6. Die Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen („OGA“). Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung mit einem anderen OGA verschmolzen werden. Der Beschluss bedarf des Anwesenheitsquorums und der Mehrheit, wie sie im Gesetz vom 10. August 1915 für Satzungsänderungen vorgesehen sind. Der Beschluss der Generalversammlung zur Verschmelzung der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

Die Aktionäre der einzubringenden Investmentgesellschaft haben während eines Monats das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum einschlägigen Nettoinventarwert pro Aktie zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage des Nettoinventarwerts pro Aktie an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des aufnehmenden OGA ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

Art. 7. Die Liquidation der Investmentgesellschaft.

1. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden. Dieser Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Bestimmungen zu fassen, es sei denn diese Satzung, das Gesetz vom 10. August 1915 oder das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verzichten auf die Einhaltung dieser Bestimmungen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, ist der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft verpflichtet, eine Generalversammlung einzuberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft zu unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft ebenfalls eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird in einem solchen Fall mit einer Mehrheit von 25% der in der Generalversammlung anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

2. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

3. Nettoliquidationserlöse, deren Auszahlung nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

III. Die Teilfonds, Dauer, Verschmelzung und Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds

Art. 8 Die Teilfonds.

1. Die Investmentgesellschaft besteht aus einem oder mehreren Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, weitere Teilfonds aufzulegen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

2. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständiges Vermögen. Die Rechte und Pflichten der Aktionäre eines Teilfonds sind von denen der Aktionäre der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, die von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

Art. 9. Dauer der einzelnen Teilfonds. Die Teilfonds können auf bestimmte oder unbestimmte Zeit errichtet werden. Die Dauer eines Teilfonds ergibt sich für den jeweiligen Teilfonds aus dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt.

Art. 10. Die Verschmelzung eines oder Mehrerer Teilfonds.

1. Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen Teilfonds der Investmentgesellschaft oder in einen anderen Luxemburger OGA bzw. einen Teilfonds eines anderen Luxemburger OGA.

Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen Teilfonds der Investmentgesellschaft oder einen anderen Luxemburger OGA bzw. einen Teilfonds eines anderen Luxemburger OGA, der nach Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 aufgelegt wurde, verschmolzen werden. Die Verschmelzung kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Investmentgesellschaft hat diesen Betrag mit 1,25 Mio. Euro festgesetzt.

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Die Aktionäre werden über die Verschmelzung entsprechend den gesetzlichen Erfordernissen informiert.

Unbeschadet des vorhergehenden Absatzes sind die von der Verschmelzung betroffenen Aktionäre, die mit der Verschmelzung nicht einverstanden sind, innerhalb eines Monats nach Veröffentlichung der Mitteilung an die Aktionäre über die Verschmelzung, berechtigt, ihre Aktien kostenfrei zurückzugeben. Aktionäre, die von diesem Recht keinen Gebrauch gemacht haben, sind an den vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss über die Verschmelzung gebunden.

Darüber hinaus gilt in den Fällen, in denen ein Teilfonds mit einem Teilfonds eines fonds commun de placement verschmolzen wird, dass dieser Beschluss nur die Aktionäre verpflichten darf, die sich zugunsten der Einbringung ausgesprochen haben.

2. Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft durch Einbringung in einen anderen ausländischen OGA bzw. einen Teilfonds eines anderen ausländischen OGA.

Die Einbringung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft in einen ausländischen OGA bzw. einen Teilfonds eines anderen ausländischen OGA ist nur mit der einstimmigen Billigung aller Aktionäre des betroffenen Teilfonds möglich, es sei denn, es werden nur die Aktionäre, die sich für die Einbringung ausgesprochen haben, übertragen.

Verschmelzungsbeschlüsse bedürfen der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde für den Finanzsektor.

Für die Verschmelzung von Aktienklassen gilt das vorstehend Gesagte analog.

Art. 11. Die Liquidation eines oder Mehrerer Teilfonds.

1. Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft insbesondere in den folgenden Fällen liquidiert werden:

- sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Investmentgesellschaft hat diesen Betrag mit 1,25 Mio. Euro festgesetzt;

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Der Liquidationsbeschluss des Verwaltungsrates ist im Einklang mit den Bestimmungen für die Veröffentlichung der Mitteilungen an die Aktionäre und in Form einer solchen zu veröffentlichen. Der Liquidationsbeschluss bedarf der vorherigen Genehmigung durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde.

Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien in Bezug auf den zu liquidierenden Teilfonds mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

2. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

IV. Gesellschaftskapital und Aktien

Art. 12. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt der Summe der Netto-Teilfondsvermögen aller Teilfonds der Investmentgesellschaft („Netto-Gesellschaftsvermögen“) gemäß Artikel 14 Nr. 4 dieser Satzung und wird durch volleinbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft beträgt bei Gründung 31.000 Euro, eingeteilt in 310,- Aktien ohne Nennwert (Erstausgabepreis EUR 100 je Aktie).

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Luxemburger Gesetz dem Gegenwert von 1.250.000 Euro und muss innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde erreicht werden. Hierfür ist auf das Netto-Gesellschaftsvermögen abzustellen.

Art. 13. Aktien.

1. Aktien sind Aktien an dem jeweiligen Teilfonds. Sie werden durch Aktienzertifikate verbrieft. Die Aktienzertifikate werden in der durch die Investmentgesellschaft bestimmten Stückelung ausgegeben. Inhaberaktien werden nur als ganze Aktien ausgegeben. Die Investmentgesellschaft kann die Verbriefung in Globalurkunden vorsehen. Namensaktien werden bis auf drei Dezimalstellen ausgegeben. Namensaktien werden von der Register- und Transferstelle in das für die Investmentgesellschaft geführte Aktienregister eingetragen. In diesem Zusammenhang werden den Aktionären Bestätigungen betreffend die Eintragung in das Aktienregister an die im Aktienregister angegebene Adresse zugesandt. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht weder bei der Ausgabe von Inhaberaktien noch bei der Ausgabe von Namensaktien. Die Arten der Aktien werden für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

2. Zum Zwecke der problemlosen Übertragbarkeit wird die Girosammelverwahrbarkeit der Aktien beantragt.

3. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Sitz der Investmentgesellschaft bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Register- und Transferstelle an deren Gesellschaftssitz oder an eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anschrift korrigieren.

4. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

5. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder mittels eines Namensstempels geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

6. Alle Aktien an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, gemäß der nachfolgenden Ziffer dieses Artikels, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

7. Der Verwaltungsrat kann beschließen, innerhalb eines Teilfonds von Zeit zu Zeit zwei oder mehrere Aktienklassen vorzusehen. Die Aktienklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im entsprechenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

Art. 14. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

1. Das Netto-Gesellschaftsvermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) („Referenzwährung“).

2. Der Wert einer Aktie („Nettoinventarwert pro Aktie“) lautet auf die im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt angegebene Währung („Teilfondswährung“).

3. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Investmentgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Bewertungstag berechnet. Der Verwaltungsrat kann für einzelne Teilfonds eine abweichende Regelung treffen, wobei zu berücksichtigen ist, dass der Netto-Inventarwert pro Aktie mindestens zweimal im Monat zu berechnen ist.

4. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds („Netto-Teilfondsvermögen“) an jedem im jeweiligen Anhang angegebenen Tag („Bewertungstag“) ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt. Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch beschließen, den Anteilwert am 24. und 31. Dezember eines Jahres zu ermitteln, ohne dass es sich bei diesen Wertermittlungen um Berechnungen

des Anteilwertes an einem Bewertungstag im Sinne des vorstehenden Satz 1 dieser Ziffer 4 handelt. Folglich können die Aktionäre keine Ausgabe, Rücknahme und/oder Umtausch von Aktien auf Grundlage eines am 24. Dezember und/oder 31. Dezember eines Jahres ermittelten Nettoinventarwertes pro Aktie verlangen.

5. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Netto-Gesellschaftsvermögens gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wird ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen amtlich notiert, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) OTC-Derivate werden auf einer von der Investmentgesellschaft festzulegenden und überprüfbar bewerteten Tagesbasis bewertet.

d) OGAW bzw. OGA werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewerteten, Bewertungsregeln festlegt.

e) Falls die jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind und falls für andere als die unter Buchstabe a) und b) genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt wurden, werden diese Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt.

f) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

g) Der Marktwert von Wertpapieren und anderen Anlagen, die auf eine andere Währung als die jeweilige Teilfondswährung lauten, wird zum letzten Devisenmittelkurs in die entsprechende Teilfondswährung umgerechnet. Gewinne und Verluste aus Devisentransaktionen, werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt.

Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird um die Ausschüttungen reduziert, die gegebenenfalls an die Aktionäre des betreffenden Teilfonds gezahlt wurden.

6. Die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie erfolgt nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jeden Teilfonds separat. Soweit jedoch innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen gebildet wurden, erfolgt die daraus resultierende Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb des betreffenden Teilfonds nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse getrennt. Die Zusammenstellung und Zuordnung der Aktiva erfolgt immer pro Teilfonds.

Art. 15. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

1. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Teilfondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen.

Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von dem betreffenden Ereignis nicht berührt sind.

2. Aktionäre, welche einen Rücknahmeauftrag bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt.

3. Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge können im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie vom Aktionär bis zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie widerrufen werden.

Art. 16. Ausgabe von Aktien.

1. Aktien werden jeweils am Erstausgabebetrag eines Teilfonds bzw. innerhalb der Erstausgabeperiode eines Teilfonds, zu einem bestimmten Erstausgabepreis zuzüglich Ausgabeaufschlag ausgegeben, so wie für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt beschrieben. Im Anschluss an diesen Erstausgabebetrag bzw. an diese Erstausgabeperiode werden Aktien an jedem Bewertungstag zum Ausgabepreis ausgegeben. Ausgabepreis ist der Nettoinven-

tarwert pro Aktie gemäß Artikel 14 Nr. 4 der Satzung, zuzüglich eines Ausgabeaufschlages, dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt ist. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, einer etwaigen Vertriebsstelle und den Zahlstellen eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Zeichnungsanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle („maßgebliche Stelle“). Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

Zeichnungsanträge für den Erwerb von Inhaberaktien werden von der Stelle, bei der der Antragsteller sein Depot unterhält, an die Depotbank weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Depotbank.

Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien, welche bis zu dem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des darauf folgenden Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Ausgabe von Aktien auf der Grundlage eines dem Antragsteller vorher unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Sollte dennoch der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late-Trading betreibt, kann die Verwaltungsgesellschaft die Annahme des Zeichnungsantrages solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Zeichnungsantrag ausgeräumt hat. Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien, welche nach dem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag bei der maßgeblichen Stelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Namensaktien zur Verfügung steht.

Sollte der Gegenwert der gezeichneten Aktien zum Zeitpunkt des Eingangs des vollständigen Zeichnungsantrages bei der Register- und Transferstelle nicht zur Verfügung stehen oder der Zeichnungsantrag fehlerhaft oder unvollständig sein, wird der Zeichnungsantrag als mit dem Datum bei der Register- und Transferstelle eingegangen betrachtet, an dem der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht bzw. der Zeichnungsantrag ordnungsgemäß vorliegt.

Inhaberaktien werden bei Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Investmentgesellschaft von der Depotbank übertragen, indem sie der Stelle gutgeschrieben werden, bei der der Zeichner sein Depot unterhält.

Der Ausgabepreis ist innerhalb von der im jeweiligen Anhang des Teilfonds angegebenen Anzahl von Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der jeweiligen Teilfondswährung bei der Depotbank in Luxemburg zahlbar.

3. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

Art. 17. Beschränkung und Einstellung der Ausgabe von Aktien.

1. Die Investmentgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen ohne Angabe von Gründen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurücknehmen, wenn dies im Interesse der Aktionäre, im öffentlichen Interesse, zum Schutz der Investmentgesellschaft bzw. des jeweiligen Teilfonds oder der Aktionäre erforderlich erscheint.

2. In diesem Fall wird die Register- und Transferstelle, betreffend Namensaktien, und die Depotbank, betreffend Inhaberaktien, auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen ohne Zinsen unverzüglich zurückstatten.

3. Die Ausgabe von Aktien wird insbesondere dann zeitweilig eingestellt, wenn die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt wird.

4. Des Weiteren kann der Verwaltungsrat den Besitz von Aktien durch jede Person, die in den Vereinigten Staaten von Amerika („USA“) steuerpflichtig ist einschränken oder verbieten.

Der Fonds ist nicht für den Vertrieb in den Vereinigten Staaten von Amerika (USA) oder an US-Bürger bestimmt.

Als US-Bürger werden bspw. diejenigen natürlichen Personen betrachtet, die

- a) in den USA oder einem ihrer Territorien bzw. Hoheitsgebiete geboren wurden,
- b) eingebürgerte Staatsangehörige sind (bzw. Green Card Holder),
- c) im Ausland als Kind eines Staatsangehörigen der USA geboren wurden,
- d) ohne Staatsangehöriger der USA zu sein, sich überwiegend in den USA aufhalten,
- e) mit einem Staatsangehörigen der USA verheiratet sind oder
- f) in den USA steuerpflichtig sind.

Als US-Bürger werden außerdem betrachtet:

- a) Gesellschaften und Kapitalgesellschaften, die unter den Gesetzen eines der 50 US-Bundesstaaten oder des District of Columbia gegründet wurden,
- b) eine Gesellschaft oder Personengesellschaft, die unter einem „Act of Congress“ gegründet wurde,
- c) ein Pensionsfond, der als US-Trust gegründet wurde oder
- d) eine Gesellschaft, die in den USA steuerpflichtig ist.

Art. 18. Rücknahme und Umtausch von Aktien.

1. Die Aktionäre sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 14 Nr. 4 der Satzung, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages („Rücknahmepreis“) zu beantragen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag. Sollte ein Rücknahmeabschlag erhoben werden, so ist dessen maximale Höhe für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

Der Rücknahmepreis kann sich in bestimmten Ländern um dort anfallende Steuern und andere Belastungen vermindern. Mit Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt die entsprechende Aktie.

2. Die Auszahlung des Rücknahmepreises sowie etwaige sonstige Zahlungen an die Aktionäre erfolgen über die Depotbank sowie über die Zahlstellen. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

Die Investmentgesellschaft kann Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse oder zum Schutz der Aktionäre, der Investmentgesellschaft oder eines oder mehrerer Teilfonds erforderlich erscheint.

3. Der Umtausch sämtlicher Aktien oder eines Teils der Aktien von einem Teilfonds in Aktien eines anderen Teilfonds erfolgt auf der Grundlage des maßgeblichen Nettoinventarwertes pro Aktie der betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer etwaigen Umtauschprovision in Höhe von bis zu 3% des Nettoinventarwertes pro Aktie der zu zeichnenden Aktien, mindestens jedoch in Höhe der Differenz des Ausgabeaufschlags des Teilfonds der umzutauschenden Aktien zu dem Ausgabeaufschlag des Teilfonds in welchen ein Umtausch erfolgt.

Falls ein Umtausch von Aktien für bestimmte Teilfonds nicht möglich sein soll oder für den Fall, dass keine Umtauschprovision erhoben wird, wird dies für den betroffenen Teilfonds in dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt erwähnt.

Sofern unterschiedliche Aktienklassen angeboten werden kann auch ein Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse, sowohl innerhalb ein und desselben Teilfonds als auch von einem Teilfonds in einen anderen Teilfonds erfolgen. Für den Fall, dass ein Umtausch innerhalb ein und desselben Teilfonds erfolgt, wird keine Umtauschprovision erhoben.

Die Investmentgesellschaft kann für den jeweiligen Teilfonds jederzeit einen Umtauschantrag zurückweisen, wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft bzw. des Teilfonds oder im Interesse der Aktionäre geboten erscheint.

4. Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien können bei der Investmentgesellschaft, ggf. der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, einer etwaigen Vertriebsstelle und den Zahlstellen eingereicht werden.

Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle.

Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Inhaberaktien werden durch die Stelle, bei der der Aktionär sein Depot unterhält, an die Depotbank weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Depotbank.

Ein Rücknahmeauftrag bzw. ein Umtauschantrag für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien ist dann vollständig, wenn er den Namen und die Anschrift des Aktionärs sowie die Anzahl bzw. den Gegenwert der zurückzugebenden oder umzutauschenden Aktien und den Namen des Teilfonds angibt, und wenn er von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist.

Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche bis zu dem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Aktie des darauf folgenden Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages bzw. unter Berücksichtigung der Umtauschprovision, abgerechnet. Die Investmentgesellschaft stellt auf jeden Fall sicher, dass die Rücknahme bzw. der Umtausch von Aktien auf der Grundlage eines dem Aktionär vorher unbekanntes Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche nach einem im Verkaufsprospekt bestimmten Zeitpunkt an einem Bewertungstag eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Aktie des übernächsten Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages bzw. unter Berücksichtigung der Umtauschprovision, abgerechnet.

Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb von der im jeweiligen Anhang des Teilfonds angegebenen Anzahl von Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der jeweiligen Teilfondswährung. Im Fall von Namensaktien erfolgt die Auszahlung auf ein vom Aktionär anzugebendes Konto.

Sich aus dem Umtausch von Inhaberaktien ergebende Spitzenbeträge werden von der Depotbank in bar ausgeglichen.

5. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme bzw. den Umtausch von Aktien wegen einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes zeitweilig einzustellen.

6. Die Investmentgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank unter Wahrung der Interessen der Aktionäre berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme zum dann geltenden Rücknahmepreis. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Aktien. Die Investmentgesellschaft achtet aber darauf,

dass dem jeweiligen Teilfondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme bzw. der Umtausch von Aktien auf Antrag von Aktionären unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

7. Durch Beschluss des Verwaltungsrats der Investmentgesellschaft können Aktienklassen der Teilfonds einem Aktiensplit unterzogen werden.

V. Generalversammlung

Art. 19. Rechte der Generalversammlung. Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse oder eines bestimmten Teilfonds eingreifen.

Art. 20. Einberufung.

1. Die jährliche Generalversammlung wird gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, der in der Einberufung festgelegt wird, am letzten Mittwoch im August um 11.00 Uhr eines jeden Jahres. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten.

Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

2. Die Aktionäre kommen außerdem aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Fünftel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten.

3. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt; in solchen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

4. Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

5. Die oben unter 2. bis 4. aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklassen.

Art. 21. Beschlussfähigkeit und Abstimmung. Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

An für einzelne Teilfonds oder Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich die jeweiligen Teilfonds oder Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Teilfonds oder Aktienklassen halten.

Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden.

Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigte müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlungen in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

Die Generalversammlung entscheidet über alle im Gesetz vom 10. August 1915 sowie im Gesetz vom 17. Dezember 2010, vorgesehenen Angelegenheiten, und zwar in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten die von den vorgenannten Gesetzen vorgesehen sind. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Jede Aktie gibt das Recht auf eine Stimme. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt.

Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur einen oder mehrere Teilfonds oder eine oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

Art. 22. Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär.

1. Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

2. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, und die Generalversammlung ernennt unter den anwesenden und dies annehmenden Aktionären oder den Vertretern der Aktionäre einen Stimmzähler.

3. Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

4. Abschriften und Auszüge, die von der Investmentgesellschaft zu erstellen sind, werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

VI. Verwaltungsrat

Art. 23. Zusammensetzung.

1. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen.

Auf der Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied gewählt werden, wenn

- a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder
- b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

2. Die Generalversammlung bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wieder gewählt werden.

3. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen. Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

4. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

Art. 24. Befugnisse. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat hat darüber hinaus die Befugnis Interimdividenden auszuschütten.

Art. 25. Interne Organisation des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Generalversammlung zu erstellen hat.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, eine Verwaltungsgesellschaft, einen Fondsmanager, Anlageberater sowie Anlagenausschüsse für die jeweiligen Teilfonds zu ernennen und deren Befugnisse festzulegen.

Art. 26. Häufigkeit und Einberufung. Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden vor der Sitzung des Verwaltungsrates schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail einberufen, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied entweder bei Anwesenheit in der Sitzung keine Einwände gegen die Form der Einladung erhoben oder sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail gegeben hat, nicht erforderlich.

Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

Art. 27. Sitzungen des Verwaltungsrates. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilhaben, auch indem es schriftlich, mittels Brief oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernennt.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen. Diese Art der Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der

anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft, die ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief oder Telefax eingeholt werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren und diesen für ihre Tätigkeiten Gebühren und Provisionen zahlen, die im einzelnen in Artikel 37 beschrieben sind.

Art. 28. Protokolle. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die in ein diesbezügliches Register eingetragen und vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Art. 29. Zeichnungsbefugnis. Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

Art. 30. Unvereinbarkeitsbestimmungen. Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Investmentgesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendwelche Interessen in oder Beteiligungen an irgendeiner anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendwelcher Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

Der Begriff „persönliches Interesse“, wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf jedwede Beziehung und jedwedes Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und dem Fondsmanager, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, der oder einer etwaigen Vertriebsstelle (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines solchen Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar.

Art. 31. Schadloshaltung. Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

Art. 32. Verwaltungsgesellschaft. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. den Teilfondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise übertragen; sie kann sich ferner unter eigener Verantwortung und auf eigne Kosten von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern und/oder einem Anlageausschuss, beraten lassen.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines entgeltlich Bevollmächtigten (mandataire salarié).

Sofern die Verwaltungsgesellschaft die Anlageverwaltung auf einen Dritten auslagert, so darf nur ein Unternehmen benannt werden, das für die Ausübung der Vermögensverwaltung zugelassen oder eingetragen ist und einer Aufsicht unterliegt.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern kein Fondsmanager mit der Anlagenverwaltung beauftragt wurde.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

Art. 33. Fondsmanager. Sofern die Investmentgesellschaft von Artikel 32 Absatz 1 Gebrauch gemacht und die Verwaltungsgesellschaft anschließend die Anlageverwaltung auf einen Dritten ausgelagert hat, besteht die Aufgabe eines solchen Fondsmanagers insbesondere in der täglichen Umsetzung der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfondsvermögens, in der Führung der Tagesgeschäfte der Vermögensverwaltung sowie in anderen damit verbundenen Dienstleistungen, jeweils unter der Aufsicht, Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft. Die Erfüllung dieser Aufgaben erfolgt unter Beachtung der Grundsätze der Anlagepolitik und der Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds, wie sie in dieser Satzung und dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang) der Investmentgesellschaft beschrieben sind, sowie der gesetzlichen Anlagebeschränkungen.

Der Fondsmanager muss über eine Zulassung zur Vermögensverwaltung verfügen und einer Aufsicht in seinem Sitzstaat unterliegen.

Der Fondsmanager ist befugt, Makler sowie Broker zur Abwicklung von Transaktionen in den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft bzw. ihrer Teilfonds auszuwählen. Die Anlageentscheidung und die Ordererteilung obliegen dem Fondsmanager.

Der Fondsmanager hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern, beraten zu lassen.

Es ist dem Fondsmanager gestattet, vorbehaltlich der Erwähnung im Verkaufsprospekt, seine Aufgaben mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft ganz oder teilweise an Dritte, deren Vergütung ganz zu seinen Lasten geht, auszulagern.

Der Fondsmanager trägt alle Aufwendungen, die ihm in Verbindung mit den von ihm für die Investmentgesellschaft geleisteten Dienstleistungen entstehen. Maklerprovisionen, Transaktionsgebühren und andere im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten anfallende Geschäftskosten werden von dem jeweiligen Teilfonds getragen.

VII. Wirtschaftsprüfer

Art. 34. Wirtschaftsprüfer. Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/ sind und von der Generalversammlung ernannt wird/ werden.

Der/ die Wirtschaftsprüfer ist/ sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt und kann/ können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

VIII. Allgemeines und Schlussbestimmungen

Art. 35. Verwendung der Erträge.

1. Der Verwaltungsrat kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Dies findet für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zu dem Verkaufsprospekt Erwähnung.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne, sonstige Aktiva sowie, in Ausnahmefällen, auch Kapitalanteile zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Gesellschaftsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 12 dieser Satzung sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt

werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

4. Ausschüttungen an Inhaber von Namensaktien erfolgen grundsätzlich durch die Reinvestition des Ausschüttungsbetrages zu Gunsten des Inhabers von Namensaktien. Sofern dies nicht gewünscht ist, kann der Inhaber von Namensaktien innerhalb von zehn Tagen nach Zugang der Mitteilung über die Ausschüttung bei der Register- und Transferstelle die Auszahlung auf das von ihm angegebene Konto beantragen. Ausschüttungen an Inhaber von Inhaberaktien erfolgen in der gleichen Weise wie die Auszahlung des Rücknahmepreises an die Inhaber von Inhaberaktien.

Sofern effektive Stücke ausgegeben wurden, erfolgt die Auszahlung der Ausschüttungen gegen Vorlage des jeweiligen Ertragsscheins bei den von der Investmentgesellschaft benannten Zahlstellen.

5. Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht auf eine ausschüttende Inhaberaktie ausgezahlt wurden, insbesondere wenn, im Zusammenhang mit effektiven Stücken, kein Ertragsschein vorgelegt wurde, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung, vom Aktionär einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und werden dem jeweiligen Teilfondsvermögen der Investmentgesellschaft gutgeschrieben und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, der jeweiligen Aktienklasse zugerechnet. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Art. 36. Berichte. Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

1. Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

2. Zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen ungeprüften Halbjahresbericht.

3. Sofern dies für die Berechtigung zum Vertrieb in anderen Ländern erforderlich ist, können zusätzlich geprüfte und ungeprüfte Zwischenberichte erstellt werden.

Art. 37. Kosten. Der jeweilige Teilfonds trägt die folgenden Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Sofern eine Verwaltungsgesellschaft bestellt wird, kann diese aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine (fixe und/oder erfolgsabhängige) Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

2. Sofern ein Fondsmanager vertraglich verpflichtet wurde, kann dieser aus der jeweiligen Verwaltungsvergütung der Teilfonds eine fixe und/oder erfolgsabhängige Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

3. Die Depotbank sowie die Zentralverwaltungs-, Register- und Transferstelle erhalten für die Erfüllung ihrer Aufgaben eine in Luxemburg marktübliche Vergütung. Die Höhe, Berechnung und Auszahlung ist im betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt. Diese Vergütungen verstehen sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

4. Sofern eine Vertriebsstelle vertraglich verpflichtet wurde, kann diese aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

5. Der jeweilige Teilfonds trägt neben den vorgenannten Kosten, die folgenden Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

a) Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallen, insbesondere bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds und deren Verwahrung, die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Investmentanteilen im Ausland; Inanspruchnahme Wertpapierleihprogrammen

b) alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen (z.B. Clearstream Banking S.A.) für die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in Rechnung gestellt werden, sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapiergeschäften des jeweiligen Teilfonds in Anteile anderer OGAW oder OGA anfallen;

c) die Transaktionskosten der Ausgabe und Rücknahme von Inhaberanteilen;

d) darüber hinaus werden der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle und der Register- und Transferstelle die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstigen Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet.;

e) Steuern, die auf das Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. Teilfondsvermögen, deren Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden;

f) Kosten für die Rechtsberatung, die der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft (sofern ernannt) oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds handelt;

g) Kosten des Wirtschaftsprüfers der Investmentgesellschaft;

h) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck und den Versand sämtlicher Dokumente für die Investmentgesellschaft, insbesondere etwaiger Anteilzertifikate sowie Ertragsschein- und Bogenerneuerungen, des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen), der Satzung, der Jahres- und Halbjahresberichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, der Vertriebsanzeigen bzw. Anträge auf Bewilligung in den Ländern in denen die Aktien der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds vertrieben werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden.

i) Die Verwaltungsgebühren, die für die Investmentgesellschaft bzw. einen Teilfonds bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der Luxemburger Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Investmentgesellschaft.

j) Kosten, im Zusammenhang mit einer etwaigen Registrierung bei einer Börse und Aufrechterhaltung dieser Registrierung;

k) Kosten für die Werbung und solche, die im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen;

l) Versicherungskosten;

m) Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten ausländischer Zahl- und Vertriebsstellen, sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallen;

n) Zinsen, die im Rahmen von Krediten anfallen, die gemäß Artikel 4 der Satzung aufgenommen werden;

o) Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses;

p) etwaige Honorare und Auslagen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft;

q) Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft bzw. einzelner Teilfonds und die Erstaussgabe von Aktien;

r) Weitere Kosten der Verwaltung einschließlich der Kosten für Interessenverbände, Repräsentanten und anderer Beauftragter der Investmentgesellschaft;

s) Kosten für Performance-Attribution;

t) Kosten für die Bonitätsbeurteilung der Investmentgesellschaft bzw. der Teilfonds durch national und international anerkannte Rating Agenturen;

u) Kosten für die Einlösung von Ertragsscheinen und ggf. Kosten im Zusammenhang mit Ausschüttungen;

v) angemessene Kosten für das Risikomanagement zur Risikomessung und -überwachung des Investmentvermögens

w) Telefon, Fax und die Nutzung anderer elektronischer Kommunikationsmittel sowie für externe Informationsmedien (wie z.B. Reuters, Bloomberg, VWD, etc);

Sämtliche Kosten werden zunächst den ordentlichen Erträgen und den Kapitalgewinnen und zuletzt dem jeweiligen Teilfondsvermögen angerechnet.

Die Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstaussgabe von Aktien werden zu Lasten des Vermögens der bei Gründung bestehenden Teilfonds über die ersten fünf Geschäftsjahre abgeschrieben. Die Aufteilung der Gründungskosten sowie der o.g. Kosten, welche nicht ausschließlich im Zusammenhang mit einem bestimmten Teilfondsvermögen stehen, erfolgt pro rata auf die jeweiligen Teilfondsvermögen. Kosten, die im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds entstehen, werden zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens, dem sie zuzurechnen sind, innerhalb einer Periode von längstens fünf Jahren nach Auflegung abgeschrieben.

Sämtliche vorbezeichnete Kosten, Gebühren und Ausgaben verstehen sich zuzüglich einer gegebenenfalls anfallenden Mehrwertsteuer.

Art. 38. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 01. April jeden Jahres und endet auf 31. März des darauf folgenden Jahres.

Art. 39. Depotbank.

1. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang).

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

Art. 40. Satzungsänderung. Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz vom 10. August 1915 vorgesehenen Vorschriften über Satzungsänderungen eingehalten werden.

Art. 41. Allgemeines. Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verwiesen.

Zweiter Beschluss:

Die Generalversammlung beschliesst die Verlegung des Gesellschaftssitzes der SICAV von 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach zum Sitz der neuen Verwaltungsgesellschaft 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen.

Dritter Beschluss:

Die Generalversammlung nimmt den Rücktritt der Verwaltungsratsmitglieder an und erteilt ihnen Entlastung.

Vierter Beschluss:

Die Generalversammlung beschliesst die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder auf drei zu setzen und ernennt zu neuen Mitgliedern des Verwaltungsrates:

a) Matthias Schirpke, geboren am 04.08.1965 in Göttingen, beruflich ansässig in L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison,

b) Ulrich Juchem, geboren am 01.05.1967 in Idar-Oberstein, beruflich ansässig in L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison

c) Alexander Freiherr von und zu Franckenstein in München, geboren am 24.05.1966 in München, beruflich ansässig in D-80333 München, Promenadeplatz 9.

Das Mandat der neuen Verwaltungsratsmitglieder endet mit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2012.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxembourg-Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Sammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: V. AUGSDÖRFER, M. SCHMIDT, U. BERG und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 juin 2012. Relation: LAC/2012/30121. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 5. Juli 2012.

Référence de publication: 2012080306/903.

(120113924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 2012.

Rohstoff Control Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des Fonds Rohstoff Control Fonds, in Kraft getreten am 22. Juni 2012, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg-Stadt hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 19. Juli 2012.

Structured Invest S.A.

Silvia Mayers / Maren Hermesdorf

Référence de publication: 2012080749/11.

(120114251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juillet 2012.

The Turquoise EM Lux Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 141.428.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

En date du 23 mai 2012, l'actionnaire unique de la Société a décidé de clôturer la procédure de liquidation de la Société et de déposer les livres et documents de la Société pendant cinq ans au 16, boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, l'ancien siège social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 9 juillet 2012.

Signature.

Référence de publication: 2012084130/14.

(120118871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juillet 2012.

**Eurofoil Luxembourg S.A., Société Anonyme,
(anc. Novelis Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-3451 Dudelange, Zone Industrielle Riedgen.
R.C.S. Luxembourg B 19.358.

In the year two thousand and twelve, on the third of July.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Aluminium Investment Company Limited, a limited liability company incorporated and existing under English law, having its registered office at 9a Burroughs Gardens, London UK NW4 4AU, registered under number 7962252, here represented by Mr Matteo LORITO, with professional address at Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on June 29th, 2012.

Said proxy after having been initialled "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

The appearing party is representing the full amount of the corporate capital of Novelis Luxembourg S.A., société anonyme, having its registered office at Zone Industrielle Riedgen, L-3451 Dudelange, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (R.C.S.L.) under B 19.358 (the "Company"), incorporated by a deed of Maître Tom METZLER, notary then residing in Dudelange, on April 29th, 1982, published in the Official Gazette Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 181 on July 28th, 1982. The Articles of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on June 27th, 2012, not yet published in the Official Gazette Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing party, represented as here above stated, has requested the notary to record the following: The agenda is the following:

- 1) Change of the name of the Company;
- 2) Subsequent amendment of article 1 of the articles of association of the Company to read as follows:

" **Art. 1.** A company under Luxembourg law is hereby incorporated as a "société anonyme" with the following name Eurofoil Luxembourg S.A.;

- 3) Amendment of Article 10, 1st paragraph to read as follows:

" **Art. 10.** The Company is administered by a board of directors composed of at least three member, or in case of a single shareholder by a sole director, appointed by the general meeting for a duration which may not exceed six years. Decisions of the sole director will have the same effect as decisions of the board of directors.";

- 4) Miscellaneous.

The appearing party, represented as here above stated, in its capacity as sole shareholder of the Company has requested the undersigned notary to state the following decisions:

First resolution

The sole shareholder decides to change the name of the Company in Eurofoil Luxembourg S.A..

Second resolution

The sole shareholder decides to subsequently amend article 1 of the articles of association of the Company to read as follows:

" **Art. 1.** A company under Luxembourg law is hereby incorporated as a "société anonyme" with the following name Eurofoil Luxembourg S.A.."

Third resolution

The sole shareholder decides to amend Article 10, 1st paragraph of the articles of association to read as follows:

" **Art. 10.** The Company is administered by a board of directors composed of at least three members, or in case of a single shareholder by a sole director, appointed by the general meeting for a duration which may not exceed six years. Decisions of the sole director will have the same effect as decisions of the board of directors."

Costs, Evaluation

The expenses, costs, fees and outgoings of any kind whatsoever borne by the Company, as a result of the presently stated, are evaluated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith, that on request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

And after reading and giving the interpretation to the proxy holder of the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le deux juillet.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Aluminium Investment Company Limited, une société constituée et existante sous le droit anglais, ayant son siège social à 9a Burroughs Gardens, London UK NW4 4AU, immatriculée sous le numéro 7962252, ici représenté par Monsieur Matteo LORITO, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration émise en date du 29 juin 2012 à Luxembourg.

Cette procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire représentant l'actionnaire unique et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

La partie comparante représente le capital social entier de Novelis Luxembourg S.A., société anonyme, ayant son siège social à Zone Industrielle Riedgen, L-3451 Dudelange, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés (R.C.S.L.) sous le numéro B 19.358 (la "Société"), constituée suite à un acte de Maître Tom METZLER, notaire alors de résidence à Dudelange, en date du 29 avril 1982, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 181 du 28 juillet 1982. Les statuts de la Société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 juin 2012, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Le comparant, représenté comme mentionné ci-avant, déclare et requiert le notaire d'acter ce qui suit:

L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

- 1) Changement de la dénomination de la Société;
- 2) Modification subséquente de l'article 1 des statuts de la Société comme suit:

" **Art. 1^{er}** . Par la présente, il est formé une société anonyme sous la dénomination suivante: Eurofoil Luxembourg S.A..";

- 3) Modification de l'article 10, 1^{er} alinéa, des statuts de la Société comme suit:

" **Art. 10.** La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois membres ou, en cas d'un actionnaire unique, par un administrateur unique, nommés par l'assemblée générale pour un terme qui ne peut excéder six années. Décisions prises par l'administrateur unique ont le même effet que résolutions prises par le Conseil d'Administration.";

6. Divers.

Le comparant, représenté comme mentionné ci-avant, en sa qualité d'actionnaire unique requiert le notaire d'acter les décisions suivantes:

Première résolution

L'actionnaire unique décide de changer la dénomination sociale de la Société en Eurofoil Luxembourg S.A..

Deuxième résolution

L'actionnaire unique décide de modifier l'article 1 des statuts de la Société comme suit:

" **Art. 1^{er}** . Par la présente, il est formé une société anonyme sous la dénomination suivante: Eurofoil Luxembourg S.A.."

Troisième résolution

L'actionnaire unique décide de modifier l'article 10, 1^{er} alinéa, des statuts de la Société comme suit:

" **Art. 10.** La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé d'au moins trois membres ou, en cas d'un actionnaire unique, par un administrateur unique, nommés par l'assemblée générale pour un terme qui ne peut excéder six années. Décisions prises par l'administrateur unique ont le même effet que résolutions prises par le Conseil d'Administration."

Frais, Evaluation

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société en raison du présent acte, furent estimés approximativement à mille deux cents euros (1.200.- EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclara qu'à la requête de la personne comparante ci-dessus, le présent acte fût rédigé en langue anglaise suivi d'une version française, à la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Lorito et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 05 juillet 2012. LAC/2012/31510. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2012.

Référence de publication: 2012084580/113.

(120119485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2012.

Financière Daunou 14 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 124.294.

Financière Daunou 15 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 125.436.

—
PROJET DE FUSION

In the year two thousand and twelve, on eleventh of July.

Before us, Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

(1) Mr Nicolas Gauzès, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Directors of Financière Daunou 14 S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 124.294 (hereinafter referred to as the "Absorbing Company") and incorporated following a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of 19 January 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 637 of 18 April 2007, which articles of incorporation have been amended for the last time following a deed of Maître Joseph Elvinger, notary, of 31 March 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2389 of 30 September 2008,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Directors of the Absorbing Company dated 28 June 2012;

(2) Mr Nicolas Gauzès, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

acting on behalf of the Board of Directors of Financière Daunou 15 S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 125.436 (hereinafter referred to as the "Absorbed Company") and incorporated following a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of 20 February 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 954 of 23 May 2007, which articles of incorporation have been amended for the last time following a deed of Maître Joseph Elvinger, notary, of 27 February 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1545 of 25 July 2007,

by virtue of powers conferred on the basis of resolutions of the Board of Directors of the Absorbed Company dated 28 June 2012.

Copies of the relevant Board of Directors' resolutions, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

The appearing parties represented as stated hereabove have requested the undersigned notary to record the following joint merger proposal (the "Joint Merger Proposal"):

1. Financière Daunou 14 S.A. The Absorbing Company is existing under the name Financière Daunou 14 S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 124.294.

The Absorbing Company's corporate purpose is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans,

advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31st, 1929, on Holding Companies.

The subscribed share capital of the Absorbing Company is set at six million one hundred forty-nine thousand euro (EUR 6,149,000.-), divided into five million two hundred two thousand fifty-four (5,202,054) class A shares and nine hundred forty-six thousand nine hundred forty-six (946,946) class B shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, which are fully paid up.

2. Financière Daunou 15 S.A. The Absorbed Company is existing under the name of Financière Daunou 15 S.A. and is a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 125.436.

The Absorbed Company's corporate purpose is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31st, 1929, on Holding Companies.

The subscribed share capital of the Absorbed Company is set at six million one hundred forty-six thousand euro (EUR 6,146,000.-), divided into six million one hundred forty-six thousand (6,146,000) shares, with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, which are fully paid up.

3. Merger. The Absorbing Company contemplates to merge with and absorb its fully controlled subsidiary, the Absorbed Company (both companies together being referred to as the "Merging Companies"), under the simplified merger procedure (the "Merger") provided for in articles 278 and seq. of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law").

The purpose of the Merger is internal to the group of companies to which the Merging Companies belong and contemplates to simplify the current structure of this group of companies.

The merger proposal in relation to the Merger of the Absorbing Company and the Absorbed Company has been approved on 28 June 2012 by the Merging Companies.

4. Effective date. The Merger will be realised on the day that the Absorbing Company shall have acknowledged that the Merger has become effective, which will be on or around one calendar month after the day of publication of the present Joint Merger Proposal in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Effective Date"). The Merger shall be effective vis-à-vis third parties on the day of publication of the acknowledgment of effectiveness of the Merger.

For accounting purposes, the Merger shall be deemed effective as from 1st January 2012.

5. Financial accounts. The Absorbing Company's annual accounts for the last three years have been approved by the shareholders of the Absorbing Company and deposited at the Luxembourg Register of Commerce and Companies.

The Absorbed Company's annual accounts for the last three years have been approved by the sole shareholder of the Absorbed Company and deposited at the Luxembourg Register of Commerce and Companies.

6. Assets and liabilities contributed. Pursuant to the Merger, the Absorbed Company, following its dissolution without liquidation, will transfer on the Effective Date all its assets and liabilities, including for the avoidance of doubt with any encumbrances or charges thereon, to the Absorbing Company. The assets and liabilities shall be transferred at their accounting book value on the Effective Date.

7. Advantages granted to the directors or auditors. No special advantages are granted to the members of the board of directors or to the statutory auditors or to any members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies of the Merging Companies. The Merging Companies have the following statutory auditor: Ernst & Young, a société anonyme having its register office at 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

8. Mandates granted by the Absorbed Company. The mandate of the directors and of the auditors of the Absorbed Company will automatically cease on the Effective Date and full discharge is hereby granted to the directors and the auditors of the Absorbed Company for the duties performed by them.

9. Convertible instruments issued by the Absorbed Company. Other than its shares, the Absorbed Company has issued Mandatory Convertible Preferred Equity Certificates (MCPECs) to the Absorbing Company which will be cancelled as a result of the Merger, the Absorbing Company becoming both the debtor and the creditor.

10. Consultation of documentation. All the shareholders of the Absorbing Company are entitled to inspect the documents specified in article 267, (1), (a) and (b) of the Law at the registered office of the Absorbing Company at least one month before the Merger takes effect. The documents referred to under this paragraph are:

(a) the Joint Merger Proposal; and

(b) the annual accounts of the Absorbed Company for the last three financial years, i.e. 2009, 2010 and 2011.

Each shareholder may obtain a copy of the above referred documents upon request and free of charge.

11. General meeting of shareholders of the Absorbing Company. According to Article 279, (1) of the Law, the Merger does not require the approval by the general meeting of shareholders of each of the Merging Companies if the publication provided by Article 262 of the Law is made as regards each of the Merging Companies at least one month before the operation takes effect as between the Merging Companies.

In compliance with article 279 of the Law, one or more of the shareholders of the Absorbing Company holding at least 5% in the subscribed share capital of the Absorbing Company are entitled to require that a general meeting of shareholders of the Absorbing Company be called in order to resolve on the approval of the Merger. The meeting must be convened so as to be held within one month of the request for it to be held.

There is no requirement that a general meeting of shareholders of the Absorbed Company be called in order to resolve on the approval of the Merger as the Absorbed Company is wholly owned by the Absorbing Company.

12. Merger formalities. The Absorbing Company shall itself carry out all formalities including such announcements as are prescribed by law, which are necessary or useful to carry and to effect Merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities of the Absorbed Company in accordance with article 274 of the Law.

13. Dissolution of the Absorbed Company. The Merger will result in the dissolution without liquidation of the Absorbed Company as of the Effective Date.

14. Corporate Records of the Absorbed Company. All corporate documents, files and records of the Absorbed Company shall be kept at the registered office of the Absorbing Company for the duration prescribed by law.

15. Issued capital of the Absorbing Company following the Merger. The Merger will not entail a modification of the issued capital of the Absorbing Company.

16. Expenses. The expenses, costs, fees and charges resulting from the Merger shall be borne by the Absorbing Company.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the joint merger proposal and of all acts, documents and formalities incumbent upon the Merging Companies pursuant to article 271, (2) of the Law.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Merging Companies are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the proxyholder of the appearing parties, known by the notary by surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le onze juillet.

Par-devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

(1) Monsieur Nicolas Gauzès, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant pour le compte du conseil d'administration de Financière Daunou 14 S.A., une société anonyme régie par les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.294 (ci-après la «Société Absorbante») et constituée suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, du 19 janvier 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 637 du 18 avril 2007, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire, le 31 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2389 du 30 septembre 2008,

en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil d'administration de la Société Absorbante en date du 28 juin 2012;

(2) Monsieur Nicolas Gauzès, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant pour le compte du conseil d'administration de Financière Daunou 15 S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125.436 (ci-après la «Société Absorbée») et constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, du 20 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations

numéro 954 du 23 mai 2007, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire, du 27 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1545 du 25 juillet 2007, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décision du conseil d'administration de la Société Absorbée en date du 28 juin 2012.

Les copies des décisions desdits conseils d'administration, après avoir été signés ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter le projet commun de fusion (le «Projet Commun de Fusion») suivant:

1. Financière Daunou 14 S.A. La Société Absorbante existe sous le nom de Financière Daunou 14 S.A., une société anonyme régie par les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.294.

L'objet social de la Société Absorbante est de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment d'acquérir tous brevets et licences, les gérer et les mettre en valeur; d'octroyer aux entreprises dans laquelle la Société a un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, toutefois sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Le capital social souscrit de la Société Absorbante est fixé à six millions cent quarante-neuf mille euros (EUR 6.149.000,-), divisé en cinq millions deux cent deux mille cinquante-quatre (5.202.054) actions de catégorie A et neuf cent quarante-six mille neuf cent quarante-six (946.946) actions de catégorie B, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes entièrement libérées.

2. Financière Daunou 15 S.A. La Société Absorbée existe sous le nom de Financière Daunou 15 S.A., une société anonyme, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125.436.

L'objet social de la Société Absorbée est de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment d'acquérir tous brevets et licences, les gérer et les mettre en valeur; d'octroyer aux entreprises dans laquelle la Société a un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, toutefois sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée est fixé à six millions cent quarante-six mille euros (EUR 6.146.000,-), divisé en six millions cent quarante-six mille (6.146.000) actions d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes entièrement libérées.

3. Fusion. La Société Absorbante prévoit de fusionner et d'absorber sa filiale entièrement contrôlée, la Société Absorbée (les deux sociétés ensemble étant mentionnées ci-après comme les «Sociétés Fusionnantes»), selon la procédure de fusion simplifiée (la «Fusion») prévue aux articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi»).

L'objet de la Fusion est interne au groupe de sociétés auquel les Sociétés Fusionnantes appartiennent et permettra de simplifier la structure actuelle de ce groupe de sociétés.

Le projet de fusion relatif à la fusion de la Société Absorbante et de la Société Absorbée a été approuvé le 28 juin 2012 par les Sociétés Fusionnantes.

4. Date de prise d'effet. La Fusion sera réalisée le jour où la Société Absorbante aura constaté que la Fusion est devenue effective, lequel sera environ un mois calendaire suivant le jour de la publication du présent Projet Commun de Fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la «Date de Prise d'Effet»). La Fusion sera effective vis-à-vis des tiers le jour de la publication du constat d'effectivité de la Fusion.

D'un point de vue comptable, la Fusion sera réputée effective à partir du 1^{er} janvier 2012.

5. Comptes Annuels. Les comptes annuels de la Société Absorbante pour les trois derniers exercices ont été approuvés par les actionnaires de la Société Absorbante et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Les comptes annuels de la Société Absorbée pour les trois derniers exercices ont été approuvés par l'actionnaire unique de la Société Absorbée et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

6. Actifs et Passif apportés. En conséquence de la Fusion, la Société Absorbée, suivant sa dissolution sans liquidation, transmettra à la Date de Prise d'Effet tous ses actifs et son passif, incluant pour éviter toute incertitude tous les droits et charges les grevant, à la Société Absorbante. Les actifs et le passif seront transmis à la valeur comptable à la Date de Prise d'Effet.

7. Avantages accordés aux administrateurs, gérants ou aux auditeurs. Il n'est pas accordé d'avantages spéciaux aux membres du conseil d'administration ou aux commissaires aux comptes statutaires ou aux personnes des organes administratifs, de gestion, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes. Les Sociétés Fusionnantes ont pour commissaire aux comptes statutaires: Ernst & Young, une société anonyme ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

8. Mandats accordés par la Société Absorbée. Le mandat des administrateurs et des commissaires aux comptes de la Société Absorbée cessera automatiquement à la Date de Prise d'Effet et décharge est donnée par les présentes aux administrateurs et aux commissaires aux comptes de la Société Absorbée pour l'accomplissement de leurs mandats.

9. Instruments convertibles émis par la Société Absorbée. A part ses actions, la Société Absorbée a émis des Mandatory Convertible Preferred Equity Certificates (MCPECs) à la Société Absorbante qui seront annulés par l'effet de la Fusion, la Société Absorbante devenant à la fois débiteur et créancier.

10. Consultation de la documentation. Tous les actionnaires de la Société Absorbante ont le droit d'inspecter les documents mentionnés à l'article 267, (1), (a) et (b) de la Loi au siège social de la Société Absorbante au moins un mois avant la prise d'effet de la Fusion. Les documents mentionnés dans ce paragraphe sont:

- (a) le Projet Commun de Fusion; et
- (b) les comptes annuels de la Société Absorbée pour les trois derniers exercices, à savoir 2009, 2010 et 2011.

Chaque actionnaire peut obtenir copie des documents mentionnés ci-dessus sur demande et gratuitement.

11. Assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante. Conformément à l'article 279, (1) de la Loi, la Fusion ne requiert pas l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires de chacune des Sociétés Fusionnantes si la publicité prescrite à l'article 262 de la Loi est faite pour chacune des Sociétés Absorbantes au moins un mois avant que l'opération ne prenne effet entre les Sociétés Fusionnantes.

Conformément à l'article 279 de la Loi, un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante détenant au moins 5% du capital souscrit de la Société Absorbante ont le droit de requérir que l'assemblée générale de la Société Absorbante soit convoquée afin de se prononcer sur l'approbation de la Fusion. L'assemblée doit être convoquée de façon à être tenue dans le mois de la réquisition.

Il n'est pas requis qu'une assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbée soit convoquée afin de se prononcer sur l'approbation de la Fusion dans la mesure où la Société Absorbée est entièrement détenue par la Société Absorbante.

12. Formalités liées à la Fusion. La Société Absorbante devra exécuter elle-même toutes les formalités incluant les publications telles que prescrites par la loi, qui sont nécessaire ou utiles à l'exécution et à la prise d'effet de la Fusion et à la transmission et cession des actifs et du passif de la Société Absorbée conformément à l'article 274 de la Loi.

13. Dissolution de la Société Absorbée. La Fusion entraînera la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée à partir de la Date de Prise d'Effet.

14. Documents sociaux de la Société Absorbée. Tous les documents sociaux, livres et documents comptables de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pour la durée prescrite par la loi.

15. Capital social de la Société Absorbante à l'issue de la Fusion. La Fusion n'entraînera pas de modification du capital émis de la Société Absorbante.

16. Frais. Tous les frais, dépenses, honoraires et charges résultant de la Fusion devront être supportés par la Société Absorbante.

Le notaire soussigné certifie l'existence et la légalité du Projet Commun de Fusion et de tous les actes, documents, et formalités incombant aux Sociétés Fusionnantes conformément à l'article 271, (2) de la Loi.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par les Sociétés Fusionnantes en raison du présent acte sont évalués à mille deux cents Euros (EUR 1.200,-).

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des parties comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: N. Gauzès, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 12 juillet 2012. Relation: DIE/2012/8296. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 12 juillet 2012.

EDOUARD DELOSCH.

Référence de publication: 2012085153/269.

(120120475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2012.

Monteferro International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 70.107.

Monteferro Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 168.719.

—
PROJET DE FUSION

L'AN DEUX MILLE DOUZE, LE NEUF JUILLET.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, soussigné.

A comparu:

I. - Monsieur Federico FRANZINA, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre,

agissant en tant que mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme «MONTEFERRO INTERNATIONAL S.A.»

en vertu d'un pouvoir lui conféré suivant décisions du Conseil d'Administration, en date du 2 juillet 2012,

une copie conforme des dites décisions, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

II. - Monsieur Federico FRANZINA, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2613 Luxembourg, 5, place du Théâtre,

agissant en tant que mandataire du Conseil d'Administration de la société anonyme «MONTEFERRO HOLDINGS S.A.»

en vertu d'un pouvoir lui conféré suivant décisions du Conseil d'Administration, en date du 2 juillet 2012,

une copie conforme des dites décisions, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lesquels, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'acter:

Le projet de fusion ci-après

1. La société MONTEFERRO INTERNATIONAL S.A., une société anonyme de droit luxembourgeoise, avec siège social à L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 70.107, au capital social de EUR 21.500.000 (vingt et un millions cinq cent mille euros) représenté par 21.500 (vingt et un mille cinq cents) actions d'une valeur nominale d'EUR 1.000 (mille euros), chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées, détient l'intégralité (100%) des actions, représentant la totalité du capital social et donnant droit de vote, de la société MONTEFERRO HOLDINGS S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi à L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 168.719, au capital social de EUR 31.000,- (trente et un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées. Aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés prémentionnées (encore appelées sociétés fusionnantes).

2. La société anonyme MONTEFERRO INTERNATIONAL S.A. (encore appelée la société absorbante) entend fusionner conformément aux dispositions des articles 278 et 279 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquents avec la société anonyme MONTEFERRO HOLDINGS S.A. (encore appelée la société absorbée) par absorption de cette dernière.

3. La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour compte de la société absorbante coïncide avec celle d'effet à l'égard des tiers à savoir 1 mois après la publication du projet de fusion stipulé sous forme d'acte notarié.

4. Aucun avantage particulier n'est attribué aux gérants, administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

5. La fusion prendra effet entre les parties un mois après la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6. Les actionnaires de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales et qu'il peut en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

7. Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour-cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

8. A défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci-avant au point 5. et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales et notamment sous son littra a).

9. Les sociétés fusionnantes se conformeront à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après.

10. Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.

11. Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

12. Formalités - La société absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion;
- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il verra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;
- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

13. Remise de titres - Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (prêts, de travail, de fiducie ...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

14. Frais et droits - Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

15. La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. FRANZINA, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 10 juillet 2012. Relation: RED/2012/939. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 11 juillet 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012086237/91.

(120121658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2012.

Checkfree Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 81.879.

Je vous informe par les présentes de ma résignation, effective immédiatement à compter du 16 juillet 2012, de mon mandat en tant que mandataire délégué chargé de la gestion journalière de la société anonyme du Luxembourg CheckFree Solutions S.A., ayant son siège social au 4, rue d'Arlon, Windhof L-8399, et étant enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 81.879.

Luxembourg, le 16 juillet 2012.

Emmanuelle RESSMANN.

Référence de publication: 2012085804/12.

(120121518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2012.

Eurofoil Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3451 Dudelange, Zone Industrielle Riedgen.

R.C.S. Luxembourg B 19.358.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juillet 2012.

Référence de publication: 2012085920/10.

(120121296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2012.

Gaïa Consult Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 74, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 157.570.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2012074660/9.

(120106402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

agracontrol s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7650 Heffingen, 3, Um Haff.

R.C.S. Luxembourg B 138.076.

*Auszug des Schriftlichen Beschlusses der Alleinigen Gesellschafterin vom 19. Juni 2012**1. Beschluß:*

Die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft, agrafarm technologies Luxembourg s.à.r.l., mit eingetragenem Gesellschaftsitz in 3, um Haff, 7650 Heffingen, eingetragen im Registre de Commerce Luxembourg B114867, beschließt im Einklang mit Artikel 9 der Satzung der Gesellschaft, Herrn Thomas Reinert, ansäßig in Brückenstraße 4, 54310 Ralingen, Deutschland als Geschäftsführer der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung abzurufen.

2. Beschluß:

Die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft beschließt Herrn Jörg BORNEMANN, Diplom-Kaufmann, wohnhaft in D-85276 Pfaffenhofen-Niederscheyern, Fichtenstraße 20, als neuen technischen Geschäftsführer mit sofortiger Wirkung auf unbestimmte Zeit zu ernennen.

Heffingen, den 19. Juni 2012.

FÜR GLEICHLAUTENDEN AUSZUG

Référence de publication: 2012074646/19.

(120106695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Auctelia, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 169.632.

OUVERTURE D'UNE SUCCURSALE

Adresse de la succursale:

Rue de Strasbourg, 31, 2561 Luxembourg

Activité de la succursale:

Auctelia est une entreprise spécialisée dans la gestion et la revente d'équipements industriels excédentaires. En tant que courtier industriel, Auctelia fournit des services d'asset management, d'expertise et de vente aux enchères d'actifs industriels: l'asset management concerne les activités d'Auctelia dans l'aide aux entreprises à la gestion de parc machines/ équipements, l'expertise inclut une série d'outils d'évaluation d'actifs, et la cession d'actifs regroupe l'organisation de ventes aux enchères en ligne, de ventes de gré à gré et de ventes par appel d'offres.

Registre de la société:

Belgique

Banque-Carrefour des Entreprises

Numéro d'entreprise: 0809.950.691

Dénomination et forme de la société:

Auctelia SA

Personnes ayant le pouvoir d'engager la société:

Administrateurs-Délégués:

- LDR Management SPRL, représentée par Christophe Ledur
- FX Management Company SPRL, représentée par François-Xavier Bellot

Représentants permanents de la succursale:

- LDR Management SPRL, représentée par Christophe Ledur
- FX Management Company SPRL, représentée par François-Xavier Bellot

Engagement par signature unique d'un représentant permanent pour tout acte dont la valeur n'excède pas 15.000,- EUR.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 16/04/2012.

Auctelia

Christophe Ledur

Référence de publication: 2012075300/35.

(120106662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

as you like it, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2625 Luxembourg, 6, rue du Travail.

R.C.S. Luxembourg B 132.240.

Monsieur Tom LEICK, associé unique et gérant de la société, demeure désormais au 6, rue du Travail, L-2625 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2012.

Référence de publication: 2012074647/11.

(120106534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Aerium Capital Management S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 138.692.

Extrait des résolutions des actionnaires

Suite à la démission de Monsieur Raymond Goebel en sa qualité d'administrateur de la Société et suite aux résolutions des actionnaires de la société prises en date du 20 avril 2012, il a été décidé de nommer en son remplacement, Monsieur Grégory Noyen, né le 22 janvier 1980 à Liège, Belgique, demeurant professionnellement au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2012.

Suite à la démission de la société Ernst & Young S.A. avec effet rétroactif au 27 août 2010, en sa qualité de réviseur d'entreprise de la Société et suite aux résolutions des actionnaires de la Société prises en date du 13 juin 2012, il a été décidé de nommer en son remplacement avec effet rétroactif au 27 août 2010, la société PricewaterhouseCoopers, une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B 65.477, jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2011.

A titre informatif, veuillez noter que Monsieur Franck Ruimy, en sa qualité d'administrateur de la Société, demeure professionnellement au 1 Knightsbridge, SW1X 7LX Londres, Grande Bretagne.

Traduction pour les besoins de l'enregistrement

Further to the resignation of Mr. Raymond Goebel as director of the Company and further to the resolutions of shareholders of the Company dated 20 April 2012, it has been decided to appoint in his replacement, Mr. Grégory Noyen, born on January 22, 1980 in Liège, Belgium, having his professional address at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, until the general meeting approving the annual accounts as of December 31st, 2012.

Further to the resignation of Ernst & Young S.A. with retroactive effect as from 27 August 2010, as statutory auditor of the Company and further to the resolutions of shareholders of the Company dated 13 June 2012, it has been decided to appoint in its replacement, PricewaterhouseCoopers, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with the Trade and Companies' Register of Luxembourg under number B 65.477, until the following general meeting approving the annual accounts as of December 31st, 2011.

Please note that Mr. Franck Ruimy, as director of the Company, resides professionally at 1 Knightsbridge, SW1X 7LX London, United Kingdom.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012074649/36.

(120106478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

**Alferweiher Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Camping Alferweiher s.à r.l.)**

Siège social: L-6412 Echternach, 1, rue Alferweiher.

R.C.S. Luxembourg B 100.510.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 26 juin 2012.

Référence de publication: 2012074650/11.

(120106525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Tubalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 11, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 103.935.

L'an deux mil douze. Le trois mai.

Pardevant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg.

Ont comparu:

La société à responsabilité limitée limitée «BIEBER IMMO Sàrl» (Matricule 20052438692), exerçant le commerce sous l'enseigne de «Groupe Toitures et Cheminées», avec siège social à L-3895 Foetz, 13, rue de l'Industrie;

ici représentée par son gérant Monsieur Claude BIEVER, maître ferblantier et couvreur, demeurant à L-3316 Bergem 30 rue de Schiffflange.

Lequel comparant déclare que la prédite société BIEBER IMMO sàrl est la seule et unique associée de la société à responsabilité limitée «TUBALUX Sàrl» (Matricule 20042422445), avec siège social à L-3895 Foetz, 11, rue de l'Industrie; inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B103.935;

constituée suivant acte reçu par le notaire Blanche Moutrier, de résidence à Esch/Alzette, en date du 10 novembre 2004, publié au Mémorial C de 2005, page 2692;

modifiée suivant acte reçu par le notaire Paul Bettingen, de résidence à Niederaanven, en date du 13 décembre 2005, publié au Mémorial C de 2006, page 41926;

et modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 21 juillet 2010, publié au Mémorial C de 2010, page 95712.

Lequel comparant, agissant comme prédit, s'est réuni en assemblée générale et a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution.

Lequel comparant, agissant comme prédit, décide d'augmenter le capital de la société de VINGT-SEPT MILLE CINQ CENTS EURO (Euro 27.500.-) pour le porter de son montant actuel de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (Euro 12.500.-) à QUARANTE MILLE EURO (Euro 40.000.-), par la création de DEUX CENT VINGT (220) parts sociales nouvelles qui ont les mêmes droits que les anciennes parts sociales:

Souscription et Libération:

Lequel comparant, agissant comme prédit, décide d'attribuer les DEUX CENT VINGT (220) parts sociales nouvelles comme suit:

BIEBER IMMO Sàrl 220 parts sociales

Preuve a été apportée au notaire instrumentaire que la somme de VINGT-SEPT MILLE CINQ CENTS EURO (Euro 27.500.-) se trouve à la libre disposition de la société.

Deuxième et dernière résolution.

Suite à la prédite augmentation de capital l'article 6 des statuts est à lire comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à QUARANTE MILLE EURO (Euro 40.000.-) divisé en TROIS CENT VINGT (320) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EURO (Euro 125.-) chacune.

Ces parts sociales sont entièrement libérées et appartiennent toutes à la société à responsabilité limitée BIEBER IMMO sàrl, prédite.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Frais:

Les frais généralement quelconques incombant à la société, en raison de la présente assemblée générale s'élèvent approximativement à MILLE EURO (Euro 1.000.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bettembourg, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure ils ont tous signés avec le notaire le présent acte.

Signé: Biever, C. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C. le 9 mai 2012. Relation: EAC/2012/5896. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande au fin de l'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bettembourg, le 1^{er} juin 2012.

Christine DOERNER.

Référence de publication: 2012074059/55.

(120104208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2012.

Alpha Diamond S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 31.262.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 26 juin 2012

Sont nommés administrateurs, leur mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2012:

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2 avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, Président;

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2 avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg;

- Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg.

Est nommé réviseur d'entreprises agréé, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2012:

- PricewaterhouseCoopers, Société à responsabilité limitée, 400, route d'Esch, L - 1014 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 26 juin 2012.

Référence de publication: 2012074652/21.

(120106432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Green Way Arbitrage, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 48.008.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2012

En date du 20 juin 2012, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de ratifier la démission de M. Luc Martin en qualité d'Administrateur, avec effet au 1^{er} janvier 2012;

- de ratifier la cooptation de M. Franck Dargent en qualité d'Administrateur, avec effet au 1^{er} janvier 2012, en remplacement de M. Luc Martin, démissionnaire;
- de ratifier la démission de M. Richard Lefèbvre en qualité d'Administrateur, avec effet au 6 février 2012;
- de ratifier la cooptation de Mme Cécile Falcon en qualité d'Administrateur, avec effet au 6 février 2012, en remplacement de M. Richard Lefèbvre, démissionnaire;
- de renouveler les mandats de M. Franck Dargent, de M. Laurent Guillet et de Mme Cécile Falcon en qualité d'administrateurs de la SICAV jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire prévue en 2013.

Luxembourg, le 25 juin 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Green Way Arbitrage

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2012074882/21.

(120106567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

**Gaïa Consult Sàrl, Société à responsabilité limitée,
(anc. ABD Esthétique S.à r.l.).**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 74, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 157.570.

L'an deux mille douze, le onze juin.

Pardevant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1) Madame Morgane HERNANDEZ, employée privée, née le 3 décembre 1982 à Saint Martin d'Herès (France), demeurant à 16, rue des Castors à F-38190 Brignoud;

2) Monsieur Jean Marc DUFAT, employé privé, né le 9 avril 1971 à Paris X (France) demeurant à 2128, route de Bongain à F-73200 Pallud.

Lesquels comparants déclarent être devenues seuls associés de la société à responsabilité limitée ABD ESTHETIQUE, S. à r.l., exerçant sous le nom commercial 4 LIFE ANTI-AGING CENTER suivant cession de parts intervenue entre parties sous seing privé en date du 9 juin 2012, dont une copie est annexée aux présentes.

Lesquels comparants en leur qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée ABD ESTHETIQUE, S. à r.l., exerçant sous le nom commercial 4 LIFE ANTI-AGING CENTER, ayant son siège social à L-1469 Luxembourg, 74 rue Ermesinde, inscrite au Registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B1 57.570 constituée suivant acte notarié en date du 25 novembre 2010, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 337 du 19 février 2011, détenant l'ensemble des parts sociales dans le capital social de la société renonçant aux formalités de convocation déclarent prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de modifier l'objet social de la société et par conséquent l'article 3 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société a pour objet d'œuvrer dans les secteurs de la chimie, pharmacie, médecine et agroalimentaire:

- Vente d'OTCs, de cosmétiques, de suppléments et ingrédients alimentaires, de spécialités chimiques, biotechnologies et biologiques, d'équipements:

- Prestations de veille scientifique, technologique et réglementaire pour les entreprises (PME, TPE).

- Prospection Commerciale.

- Organisation et supervision de transferts de technologie et d'achat de licences.

- Recherche de fournisseurs, de matières premières, de produits et de matériel à l'étranger. En Europe, Amérique du Nord, Amérique Latine, Asie, Océanie et Afrique.

- Recherche de prestataires en visite médicale ou pharmaceutique. Etablissement de la distribution en pharmacie (logisticiens, grossistes et de répartiteurs).

Elle pourra en outre réaliser toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

La société pourra faire des emprunts avec ou sans garantie et accorder tous concours, avances, garanties ou cautionnements à d'autres personnes physiques ou morales.»

Deuxième résolution

Les associés décident de changer la dénomination sociale de la société pour lui conférer dorénavant le nom de «GAÏA CONSULT SARL». Par conséquent, l'article 1 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il existe une société sous la dénomination de «GAÏA CONSULT SARL».

Troisième résolution

Les associés constatent la démission de la gérante, Mademoiselle Audrey LEFEVRE, et décident de nommer comme gérant unique, Monsieur Jean Marc DUFAT, employé privé, née le 9 avril 1971 à Paris X (France) demeurant à 2128 route de Bongain à F-73200 Pallud pour une durée illimitée.

La société sera engagée en toutes circonstances, y compris toutes opérations bancaires, par la seule signature du gérant.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. HERNANDEZ, J. M. DUFAT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 juin 2012. LAC/2012/27749. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 26 juin 2012.

Référence de publication: 2012074661/59.

(120106403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Acron Lux Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 30.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 164.659.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire de l'associé unique de la société tenue le 19 juin 2012 à Luxembourg

1. La démission de M. Kai Bender, en tant que Gérant de catégorie A de la Société, a été acceptée avec effet au 19 juin 2012.

2. M. Cristian Canis, né le 5 septembre 1961 à Buenos Aires, Argentine, avec adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, a été nommé en tant que nouveau Gérant de catégorie A de la Société avec effet au 19 juin 2012, pour une durée indéterminée.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Acron Lux Invest S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2012074664/17.

(120106442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

AIRTECH EUROPE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4562 Differdange, Zone Industrielle Haneboesch.

R.C.S. Luxembourg B 36.184.

Par la présente, nous certifions que les associés de la société Airtech Europe SàRL, identifiée sous le RCS n° B36184, ont convenu du transfert de la part sociale de l'associé William Dahlgren au bénéfice de l'associé Airtech International Inc.

AIRTECH EUROPE Sarl

Z.I. Haneboesch

L-4562 DIFFERDANGE

Wolfgang Stratmann

General manager

Référence de publication: 2012074672/15.

(120106475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Divot S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 168.946.

—
EXTRAIT

En date du 18 juin 2012, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Wim Rits, en tant que gérant B, est acceptée avec effet immédiat.
- Charlotte Lahaije-Hultman, 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élue nouveau gérant A de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.
- Malcolm Norlin, Johannesgatan 20, 111 38 Stockholm, Suède, est élu nouveau gérant B de la société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 26 juin 2012.

Référence de publication: 2012074778/17.

(120106584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

AIR.CA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 85.818.

—
L'an deux mille douze, le douze juin.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire (l'«Assemblée Générale») des actionnaires de la société «AIR.CA S.A.» (la «Société»), une société anonyme établie et ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 85 818, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 11 janvier 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 750 du 16 mai 2002. Les Statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte notarié reçu par le notaire instrumentant en date du 15 février 2008, publié au Mémorial, numéro 1 083 du 2 mai 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Damien MATTUCCI, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire de l'Assemblée Générale Madame Marie-Line SCHUL, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

L'Assemblée Générale choisit comme scrutateur Madame Anna HERMES, avec adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée Générale ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter que:

A) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées au présent acte, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

B) Tel qu'il résulte de la liste de présence, la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

C) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat et modification subséquente de l'article 2, premier alinéa des statuts de la Société avec même effet.

2. Divers

L'Assemblée Générale aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la Société du 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat.

En conséquence, et avec même effet, l'article deux (2), premier alinéa des statuts de la Société est modifié, lequel alinéa aura désormais la teneur suivante:

Art. 2. (Premier alinéa). «Le siège de la société est établi dans la commune de Strassen. Le siège social pourra être transféré en tout autre lieu de la commune par décision du Conseil d'Administration.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Strassen, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants susmentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: D. MATTUCCI, M.L SCHUL, A. HERMES, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 13 juin 2012. Relation: EAC/2012/7574. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2012074671/51.

(120106440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Anglo American Finance 3, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 164.339.

Il résulte du transfert des parts sociales en date du 25 juin 2012 que:

ANGLO AMERICAN INTERNATIONAL HOLDINGS LIMITED, ayant son siège au 20 Carlton House Terrace, Londres SW1Y 5AN, Royaume-Uni, a transféré le 25 juin 2012, 50.000 parts sociales de la Société à ANGLO AMERICAN EXPLORATION LUXEMBOURG Société à responsabilité limitée, ayant son siège au 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

J. Wilesmith

Gérant

Référence de publication: 2012074680/16.

(120106448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Blum Audit Conseil Courtage (B.A.C.C. Lux) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3440 Dudelange, 30, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 64.800.

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 11 mai 2012.

Première résolution

L'assemblée prend acte du décès de Monsieur Guy Claude MOUNY de sa fonction d'administrateur.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer Mademoiselle Marie BLUM, étudiante, née le 6 mars 1991 à Reims, demeurant 34, rue des 16^e et 22^e Dragons à F-51100 Reims, de nommer Monsieur Simon BLUM, employé, né le 13 juillet 1988 à Reims, demeurant 34, rue des 16^e et 22^e Dragons à F-51100 Reims et de nommer Monsieur Jean-Guy BLUM, employé, né le 18 décembre 1989 à Reims, demeurant 34, rue des 16^e et 22^e Dragons à F-51100 Reims, aux fonctions d'administrateur. Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée qui se tiendra en 2018.

Troisième résolution

L'assemblée générale constate que les mandats d'administrateurs de Madame Virginie BLUM-MOUNY, née le 27 mai 1958 à Reims, demeurant 34, rue des 16^e et 22^e Dragons à F-51100 Reims et de Monsieur Sylvain BLUM, consultant, né le 17 février 1955 à Reims, demeurant 34, rue des 16^e et 22^e Dragons à F-51100 Reims, sont arrivés à l'échéance en 2011. L'assemblée générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat des administrateurs susmentionnés pour une durée de 6 ans. Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Quatrième résolution

L'assemblée générale constate que le mandat Monsieur Sylvain BLUM, consultant, né le 17 février 1955 à Reims, demeurant 34, rue des 16^e et 22^e Dragons à F-51100 Reims, est arrivé à l'échéance en 2011. L'assemblée générale décide

à l'unanimité de renouveler le mandat d'administrateur-délégué susmentionné pour une durée de 6 ans. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017.

Cinquième résolution

L'assemblée prend acte de la démission, intervenue ce jour, de la société AUDITSERV S.à r.l. de sa fonction de commissaire aux comptes.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide à l'unanimité de nommer au mandat de commissaire aux comptes la société COMMIS-SAIRE AUX COMPTES S.A., établie et ayant son siège social 44, rue Pasteur à L-4276 Esch-sur-Alzette, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 131.410, pour une durée de 6 ans. Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

Pour extrait conforme

FIDCOSERV S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2012074723/38.

(120106555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

EG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 81.527.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 juin 2012

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Roberto Piatti, comptable, avec adresse professionnelle 49, Corso Garibaldi à I-20121 Milan, de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Lux Business Management Sarl, ayant son siège social au 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

Luxembourg, le 22 juin 2012.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012074814/18.

(120106366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Anidris S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 152.238.

Extrait de la réunion du Conseil d'Administration du 30 mai 2012

Le Conseil d'Administration prend acte et accepte la démission de Monsieur Serge RAUCQ en tant qu'administrateur.

FIDUO

Référence de publication: 2012074681/10.

(120106488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Argus Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 42.608.

En date du 8 juin 2012, le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social de la Société au 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 25 juin 2012.

Argus Fund

Référence de publication: 2012074685/10.

(120106464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Atoll Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 110.863.

En date du 8 juin 2012, le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social de la Société au 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 25 juin 2012 .

Atoll Portfolio

Référence de publication: 2012074692/10.

(120106463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

LS Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 123.220.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 13 juin 2012 à 11.30 heures à Luxembourg

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats de MM. Joseph WINANDY, Koen LOZIE et de COSAFIN S.A., 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, représentée par M. Jacques BORDET, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, Administrateurs sortants, pour une période qui viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31.12.2012.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler au poste de Commissaire aux Comptes la société THE CLOVER, Société Anonyme, ayant son siège social au 4, rue d'Arlon, L-8399 WINDHOF.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31.12.2012.

Pour copie certifiée conforme.

COSAFIN S.A.

Administrateur

Signature

K. LOZIE

Administrateur

Référence de publication: 2012075022/24.

(120106397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

AUSY Luxembourg PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 2, rue Jean Fischbach.

R.C.S. Luxembourg B 73.496.

EXTRAIT

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 10 avril 2012, a renouvelé les mandats des délégués à la gestion journalière suivants:

- Madame Marianne DAVID, demeurant 75, voie des champs Mêlés, B-6717 Attert, Belgique.
- Monsieur Wilfrid LAGRANGE, demeurant 51, Langertengaass, L-3762 Tétange.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017.

En outre, le conseil d'administration, lors de sa réunion du 15 mai 2012 a décidé de confier le mandat de réviseur d'entreprises à:

- GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A., société anonyme, 83, Pafebruch L-8308 Capellen, RCS Luxembourg n° B43298.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012.

Luxembourg, le 26 juin 2012.

Pour AUSY LUXEMBOURG PSF S.A.

Société anonyme

Référence de publication: 2012074693/23.

(120106633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Azur International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 275.000,00.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 117.479.

En vertu d'une cession sous seing privé en date du 21 septembre 2011, les 92 parts sociales de la société Azur International S.à r.l. enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B117479 détenues par Monsieur Lars Olov Pettersson, demeurant au 54, Nybrogatan, S-11425 Stockholm ont été cédées à Madame Birgitta Pettersson, demeurant au 54, Nybrogatan, S-11425 Stockholm.

Pour avis sincère et conforme

Frederik ROB

Gérant

Référence de publication: 2012074695/15.

(120106206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Boston Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 71.472.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires en date du 23 mai 2012

1. M. Vincent TUCCI a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. M. Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né à Metz (France), le 29 octobre 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.

Luxembourg, le 26 juin 2012.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Boston Company S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012074707/16.

(120106280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Biarritz Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.344.530,00.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 147.205.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société le 11 juin 2012:

Il est proposé de révoquer Monsieur Joe SCIROCCO de sa position de gérant de type A de la Société avec effet au 11 juin 2012 et de nommer en remplacement en tant que gérant de type A, Monsieur Richard SHIELDS, né le 18 avril 1957 en Californie, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement au 15202 Graham Street, Huntington Beach, CA 92649, Etats-Unis d'Amérique, avec effet au 11 juin 2012 pour une durée indéterminée.

Il est proposé également que Monsieur Pierre BOCCON-LIAUDET, actuel gérant de type B de la Société, soit nommé gérant de type A de la Société avec effet au 11 juin 2012.

Par conséquent, le conseil de gérance est maintenant composé comme suit:

- Pierre BOCCON-LIAUDET comme gérant de type A de la Société;
- Charles Stuart EXON comme gérant de type A de la Société;
- Richard SHIELDS comme gérant de type A de la Société;
- Olivier DORIER comme gérant de type B de la Société; et
- Stewart KAM-CHEONG comme gérant de type B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 26 juin 2012.

Référence de publication: 2012074703/23.

(120106498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Dalipse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 119.273.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement en date du 11 juin 2012

1. les mandats d'Administrateurs de

- Monsieur Eric LEMAIRE-SICRE, Administrateur, demeurant professionnellement, 25, avenue de la Liberté, 1931 Luxembourg

- Madame Isabelle SCHUL, employée privée, demeurant professionnellement, 412F, route d'Esch, 2086 Luxembourg

- Monsieur Francois LANNERS, employé privé, demeurant professionnellement, 412F, route d'Esch, 2086 Luxembourg
sont reconduits, avec effet au 5 juin 2012, pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2018.

2. Le mandat de Commissaire aux Comptes de FIN-CONTROLE, Société Anonyme, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, bâtiment F, L- 1882 Luxembourg est reconduit, avec effet au 5 juin 2012, pour une nouvelle période statutaire de 6 ans jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2018.

Fait à Luxembourg, le 11 juin 2012.

Certifié sincère et conforme

DALIPSE S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012074779/23.

(120106376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Blue Wave Co S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1643 Luxembourg, 4, rue de la Grève.

R.C.S. Luxembourg B 159.108.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration tenu en date du 25 juin 2012 à Luxembourg

Par décisions du Conseil d'Administration de la Société tenu en date du 25 juin 2012 à Luxembourg, il a été décidé:

- de transférer le siège social de la Société du 3, Rue des Bains, L-1212 Luxembourg, au 4, rue de la Grève, L-1643 Luxembourg, avec effet au 25 juin 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2012.

Référence de publication: 2012074704/13.

(120106321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Boardriders S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1946 Luxembourg, 9-11, rue Louvigny.

R.C.S. Luxembourg B 156.999.

Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société le 11 juin 2012:

Il est proposé de révoquer Monsieur Joe SCIROCCO de sa position d'administrateur de type A de la Société avec effet au 11 juin 2012 et de nommer en remplacement en tant qu'administrateur de type A, Monsieur Richard SHIELDS, né le 18 avril 1957 en Californie, Etats-Unis d'Amérique, résidant professionnellement au 15202 Graham Street, Huntington Beach, CA 92649, Etats-Unis d'Amérique, avec effet au 11 juin 2012 jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2016.

Par conséquent, le conseil d'administration est maintenant composé comme suit:

- Pierre BOCCON-LIAUDET comme administrateur de type A de la Société;

- Charles Stuart EXON comme administrateur de type A de la Société;

- Richard SHIELDS comme administrateur de type A de la Société;
- Olivier DORIER comme administrateur de type B de la Société; et
- Stewart KAM-CHEONG comme administrateur de type B de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Le 26 juin 2012.

Référence de publication: 2012074705/22.

(120106500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Halstead Management Benelux, Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 41.772.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la Société tenue en date du 25 juin 2012

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société que les commissaires aux comptes suivants:

- Fiduciaire Fernand Kartheiser & Cie
- Kartheiser Management S.à r.l.
- Compagnie Luxembourgeoise de Révision S.à r.l.

ont démissionné en tant que Commissaires aux Comptes et qu'ils ont été remplacés par la société Benoy Kartheiser Management S.à r.l., RCS Luxembourg No B 33.849, sis à L-1140 Luxembourg, 45-47, Route d'Arlon et ceci pour une période de 6 années, c'est-à-dire jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 25.06.2012.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2012074904/19.

(120106420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Brookwood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 145.929.

—
Il résulte de la résolution de l'Actionnaire Unique de la société en date du 4 juin 2012, la décision suivante:

1. Nomination des gérants suivants pour une durée illimitée:

M. Dylan Davies, gérant, employé privé, né au Royaume-Uni, le 16 novembre 1966 et demeurant professionnellement au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

M. Cédric Bradfer, gérant, employé privé, né en France, le 2 août 1978 et demeurant professionnellement au 6D, route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 26 juin 2012.

Référence de publication: 2012074709/16.

(120106449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Bergerat Monnoyeur, Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlinge, 4A, Zone d'Activités «Am Brill».

R.C.S. Luxembourg B 7.557.

—
Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 3 mai 2011

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- Monsieur Nicolas BICHON, né le 2 juin 1955 à Marseille (France), demeurant au 34, rue des Pommerets, F-92310 Sèvres.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations
Luxembourg, le 25 juin 2012.

Référence de publication: 2012074716/14.

(120106528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.

Celox S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 9.711.

—
Extraits de l'assemblée générale ordinaire de la société tenue le 8 juin 2012

L'assemblée générale a renouvelé les mandats suivants jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle devant se tenir en relation avec les comptes annuels de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012:

1. Monsieur Jonas AF JOCHNICK, Président et administrateur A, demeurant professionnellement à B-1410 Waterloo, 161, Drève Richelle, Belgique;

2. Monsieur André LINDEKRANTZ, administrateur B, demeurant professionnellement à B-1410 Waterloo, 161, Drève Richelle, Belgique;

3. Monsieur Fredrik STENMO, administrateur A, demeurant professionnellement à B-1410 Waterloo, 161, Drève Richelle, Belgique;

4. Monsieur Jonas AF JOCHNICK, administrateur-délégué, demeurant professionnellement à B-1410 Waterloo, 161, Drève Richelle, Belgique;

5. Monsieur Per JONSSON, demeurant professionnellement à B-1410 Waterloo, 161, Drève Richelle, en qualité de commissaire aux comptes; et

6. La société BDO Audit S.A. ayant son siège social à L-2013 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 147.570, en qualité de réviseur d'entreprise agréé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012076779/24.

(120108830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2012.

Harmony Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 98.372.

—
Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 10 mai 2012, les démissions des administrateurs Madame Chantal Gaspar, Madame Noëlle Piccione et Monsieur Pierre Mestdagh (Président) ainsi que celle du commissaire aux comptes la société anonyme FIN-CONTROLE S.A. ont été acceptées et il a été pourvu à leur remplacement par la nomination de Monsieur Fabio Mastro Simone, Monsieur François Meunier, Monsieur Hocine Hamouche et Madame Sarah Bravetti, demeurant tous professionnellement au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur et de la société anonyme AUDIT TRUST S.A., avec social à Luxembourg, 42, rue de la Vallée, aux fonctions de Commissaire aux comptes. Leurs mandats s'achèveront à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2015.

Le siège social de la société a été transféré du 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 26 juin 2012.

Pour: HARMONY FINANCE S.A.

Société anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Référence de publication: 2012074907/21.

(120106628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juin 2012.
